



Lutter contre l'insécurité liée au changement climatique dans la région du lac Tchad

Le rôle de la Stratégie Régionale pour la Stabilisation, le Redressement et la Résilience de la zone touchée par Boko Haram dans la région du lac Tchad

Auteurs: Cedric de Coning, Andrew E. Yaw Tchie, Freedom Onuoha, Saibou Issa et Thor Olav Iversen

Auteurs ayant contribué: Sambo Armel, Fatima Yerima Askira, Nathaniel Kyale Dominic Danjibo, Boukari Bintoumi Biri Kassoum, Hadiza Fougou Kiari, Allah-Kauis Neneck, Ngozi Stewart, Fanne Yaya et Ingvild Brox Brodtkorb

Remerciements

Ce rapport est issu du programme de recherche XCEPT (Cross-Border Conflict Evidence, Policy and Trends), financé par UK International Development. XCEPT réunit des experts internationaux et des chercheurs locaux afin d'étudier les zones frontalières touchées par les conflits, les liens transfrontaliers entre ces conflits et les facteurs à l'origine des comportements violents et pacifiques, dans le but d'éclairer les politiques et les programmes de soutien à la paix. Pour plus d'informations, veuillez consulter le site web suivant :

www.xcept-research.org ou nous contacter à l'adresse info@xcept-research.org.

Les opinions exprimées dans ce document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du gouvernement britannique.

Crédit photo : NTB / AP / Christophe Ena



Institut Norvégien
des Affaires
Internationales



Lutter contre l'insécurité liée au changement climatique dans la région du lac Tchad

Le rôle de la Stratégie Régionale pour la Stabilisation, le Redressement et la Résilience de la zone touchée par Boko Haram

Auteurs: Cedric de Coning, Andrew E. Yaw Tchie, Freedom Onuoha, Saibou Issa et Thor Olav Iversen

Auteurs ayant contribué: Sambo Armel, Fatima Yerima Askira, Nathaniel Kyale Dominic Danjibo, Boukari Bintoumi Biri Kassoum, Hadiza Fougou Kiari, Allah-Kauis Neneck, Ngozi Stewart, Fanne Yaya et Ingvild Brox Brodtkorb

Auteurs



Cedric de Coning
Professeur de recherche
NUPI



Andrew E. Yaw Tchie
Chercheur principal
NUPI



Freedom Onuoha
Professeur
Université du Nigeria, Nsukka



Saibou Issa
Professeur
Université de Maroua, Cameroun



Thor Olav Iversen
Chercheur principal
NUPI

Table des matières

Synthèse	6
1. Introduction	8
2. Méthodologie	12
<i>Limites de la recherche de terrain.....</i>	<i>15</i>
3. Le Contexte du Lac Tchad	19
<i>La Stratégie Régionale pour la Stabilisation, le Redressement et la Résilience.....</i>	<i>23</i>
<i>(SR-SRR)</i>	<i>23</i>
4. Analyse et conclusions : L'influence de la stratégie régionale sur l'insécurité liée au climat	25
<i>L'impact d'un climat en mutation</i>	<i>25</i>
<i>Évaluation de la conception de la SR-SRR et de ses objectifs stratégiques en matière de climat, de paix et de sécurité.....</i>	<i>33</i>
<i>Mise en œuvre de la SR-SRR : contributions à la prévention et à la gestion des risques liés au climat en matière de paix et de sécurité</i>	<i>5</i>
<i>Sécurité et stabilisation</i>	<i>7</i>
<i>Amélioration de l'accès humanitaire et du soutien.....</i>	<i>9</i>
<i>Moyens de subsistance et relance économique</i>	<i>11</i>
<i>Mécanismes d'adaptation et d'adaptation</i>	<i>13</i>
<i>Cohésion sociale et résilience communautaire.....</i>	<i>15</i>
<i>Production de connaissances et apprentissage.....</i>	<i>17</i>
<i>Principales conclusions</i>	<i>18</i>
5. Recommandations	21
6. Conclusion	27

Synthèse

Cette étude a pour objectif de contribuer à la production de connaissances sur les stratégies les plus efficaces pour prévenir et gérer les conflits et l'instabilité liés au climat. Nous nous focalisons sur la région du lac Tchad et sur sa Stratégie Régionale pour la Stabilisation, le Redressement et la Résilience des zones touchées par Boko Haram dans la région du bassin du lac Tchad (SR-SRR). Nous avons choisi ce cas d'étude car la région du lac Tchad est fortement exposée au changement climatique et aux pressions environnementales, et la SR-SRR représente un effort concerté, transfrontalier, multidimensionnel et à plusieurs échelles visant à améliorer la sécurité et la stabilité de la région.

Nous avons cherché à connaître l'influence de la stratégie régionale (SR-SRR 2019-2024) sur la prévention et la gestion des risques liés au changement climatique en matière de paix et de sécurité dans la région du lac Tchad, et quels facteurs et efforts permettent d'expliquer le niveau d'influence atteint.

Nous avons constaté que la mise en œuvre de la stratégie a contribué à réduire les conflits violents liés aux groupes armés et a favorisé l'émergence de pistes conduisant au redressement. Cependant, les facteurs de stress climatiques et environnementaux compromettent la pérennité des progrès enregistrés jusqu'à présent et contribuent à l'apparition de nouveaux conflits intercommunautaires. Nos recherches sur le terrain concernant les expériences quotidiennes des populations de la région révèlent que les impacts du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur les moyens de subsistance sont des facteurs importants d'instabilité. Cependant, l'adaptation au changement climatique n'est pas suffisamment intégrée dans la SR-SRR et les programmes connexes de stabilisation, de résilience et de redressement. Il existe donc un potentiel inexploité pour que le changement climatique et les pressions environnementales servent de points d'entrée pour la consolidation de la paix et le renforcement de la résilience. Cela ouvre la voie à une opportunité de tirer parti de la gestion des ressources naturelles et des avantages de la consolidation de la paix environnementale.

Dans l'ensemble, nous avons identifié trois lacunes dans la mise en œuvre. La première est un déséquilibre entre sécurité et adaptation : les efforts de stabilisation ont pris le pas sur la réduction des risques liés au climat et à la sécurité. On observe une diminution progressive de la violence liée aux groupes armés et une réinstallation partielle, mais les facteurs sous-jacents des conflits liés au changement climatique, notamment la pénurie de ressources et l'érosion des moyens de subsistance, restent largement ignorés et contribuent à des conflits intercommunautaires, tels que les affrontements entre agriculteurs et éleveurs. La deuxième lacune est un décalage entre la conception et la mise en œuvre locale. Si la SR-SRR a une influence au niveau des politiques macroéconomiques, son impact aux

niveaux communautaire et local est inégal, limité et non durable. Enfin, il existe un décalage entre les ambitions et les capacités. Bien que la SR-SRR offre un cadre stratégique solide, son influence a été plus stabilisatrice que transformatrice, en raison de sa portée limitée, de sa faible mise en œuvre locale et de son manque de focalisation sur la résilience climatique.

Afin de combler ces lacunes, nous formulons huit recommandations :

1. Donner la priorité à la résilience des moyens de subsistance et au rétablissement des capacités productives adaptatives
2. Institutionnaliser une collaboration renforcée avec les leaders communautaires
3. Donner la priorité aux programmes axés sur les jeunes en matière de moyens de subsistance et de résilience
4. Intégrer des programmes de résilience tenant compte des femmes et de la dimension de genre
5. Renforcer la gouvernance des ressources naturelles et la consolidation de la paix environnementale dans les cadres de stabilisation
6. Renforcer l'appropriation locale, l'engagement communautaire et la coordination de la SR-SRR
7. Intégrer les outils relatifs au climat, à la paix et à la sécurité pour soutenir la mise en œuvre de la SR-SRR
8. Investir dans l'élargissement de la portée, de l'échelle et du champ d'application de la SR-SRR

Placer le changement climatique au cœur de l'analyse de la stratégie et mettre la résilience des moyens de subsistance ainsi que la capacité productive d'adaptation au centre de sa théorie du changement en matière de prévention des conflits et de stabilisation pourrait contribuer à redynamiser la stratégie régionale et à renforcer sa pertinence pour les populations de la région et les principales parties prenantes. Le renforcement des dimensions « changement climatique » et « consolidation de la paix environnementale » de la SR-SRR peut générer de nouvelles opportunités de partenariat et servir de catalyseur pour attirer des financements liés au changement climatique.

1. Introduction

Les effets du changement climatique aggravent les vulnérabilités existantes et augmentent le risque de conflits liés à la compétition pour l'accès à la terre, à l'eau et à la nourriture. La présente étude se concentre sur les effets du changement climatique dans la région du lac Tchad. Les communautés de cette région subissent les effets cumulés des conflits violents et des phénomènes météorologiques extrêmes liés au climat sur la sécurité alimentaire, hydrique et foncière. Dans plusieurs zones, ces facteurs de stress ont entraîné une mobilité saisonnière et, dans certains cas, des déplacements forcés. Outre les effets perturbateurs de la détérioration des conditions climatiques et des activités de groupes armés tels que Boko Haram, la capacité d'adaptation des communautés a été affaiblie par une longue histoire de pauvreté, de marginalisation et de négligence en matière de gouvernance.¹

Le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) confirme que les effets du changement climatique s'intensifient, le réchauffement climatique devant atteindre ou dépasser 1,5 °C au cours des vingt prochaines années.² Le rapport du GIEC met en garde contre le fait qu'à chaque nouvelle augmentation du réchauffement climatique, les phénomènes climatiques extrêmes régionaux, tels que les vagues de chaleur, les sécheresses et les inondations, gagneront en gravité et en fréquence. On peut donc s'attendre à une aggravation de l'insécurité liée au climat, en particulier dans les régions où la résilience des communautés et des pouvoirs publics est faible.³

Le « Nouvel agenda pour la paix » des Nations Unies prévoit que l'incapacité à relever les défis posés par le changement climatique aura des effets dévastateurs sur la paix et la sécurité aux niveaux mondial, régional et local.⁴ Il est donc important de produire des connaissances fondées sur des données factuelles concernant les stratégies les plus efficaces pour prévenir et gérer les conflits et l'instabilité liés au climat. Les enseignements tirés de cette étude ont pour but d'aider les décideurs politiques de la région du lac Tchad, ainsi que d'autres acteurs confrontés à des défis similaires partout dans le monde, en nous permettant de mieux comprendre quelles sont les réponses les plus efficaces et pourquoi.

¹ UNDP. 2025. Climate, peace and security in stabilization contexts in the Sahel. United Nations Development Programme, New York. Disponible à : <https://www.nupi.no/en/publications/cristin-pub/climate-peace-and-security-in-stabilization-contexts-in-the-sahel>

² IPCC. 2023. Sixième rapport d'évaluation (AR6). Geneva: Intergovernmental Panel on Climate Change.

³ Ibid., Geneva: Intergovernmental Panel on Climate Change.

⁴ UNSG. 2023. Le Nouvel Agenda pour la Paix. Secretary-General of the United Nations. New York.



Figure 1 : Carte de la région du lac Tchad. Illustrations par : Jules Duhamel

Les pays riverains de la région du lac Tchad — le Cameroun, le Tchad, le Niger et le Nigeria —, en collaboration avec l'Union africaine (UA) et la Commission du bassin du lac Tchad (CBLT), ont élaboré en 2018 une Stratégie Régionale pour la Stabilisation, le Redressement et la Résilience des zones touchées par Boko Haram dans la région du bassin du lac Tchad (SR-SRR).⁵ Cette stratégie, ainsi que ses éléments facilitateurs (tels que les mécanismes de coordination, les systèmes d'information et les dispositifs de financement) et les processus connexes mis en œuvre aux niveaux national et local, constituent pour la présente étude un cas intéressant illustrant la manière dont une région spécifique a tenté de gérer les conflits et l'instabilité liés au climat et à l'environnement entre 2019 et 2024. Il est important de noter que cette stratégie n'a pas été conçue à l'origine comme un instrument spécifiquement axé sur le climat, mais comme un cadre de stabilisation plus large.

⁵ LCBC et AUC. 2018. Stratégie Régionale de Stabilisation, de Relèvement et de Résilience des zones du Bassin du Lac Tchad affectées par la crise Boko Haram. N'Djaména: Commission du Bassin du Lac Tchad and African Union Commission.

La SR-SRR est une initiative multipartite dans laquelle les gouverneurs des territoires limitrophes de la région du lac Tchad, en collaboration avec les chefs traditionnels et la société civile, jouent un rôle moteur et sont les principaux acteurs de la mise en œuvre de la stratégie. Cette stratégie vise à s'attaquer à la fois aux symptômes et aux causes profondes de l'instabilité à travers neuf piliers, allant de la sécurité à l'éducation. Elle constitue un cas d'étude intéressant car elle représente une tentative d'aller au-delà de la stabilisation en intégrant le redressement et la résilience dans la définition globale du problème et de ses solutions. Elle sert également d'exemple d'effort concerté pour identifier les défis et y répondre de manière à favoriser la collaboration entre plusieurs secteurs et entre les parties prenantes, du niveau local au niveau global.

Il est important de noter que, bien que cette étude examine l'influence de la SR-SRR sur la prévention et la gestion de l'insécurité liée au changement climatique, il est reconnu que la mise en œuvre de la stratégie régionale relève de la responsabilité des quatre gouvernements. En outre, un Fonds régional de stabilisation (FRS) a été créé afin de mobiliser des ressources pour la mise en œuvre de certains éléments de la SR-SRR, sous la coordination du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le FRS a reçu un soutien financier de l'Allemagne, de la Suède, du Royaume-Uni (RU), des Pays-Bas, de l'Union européenne (UE) et d'autres pays. Un autre projet ayant contribué à la mise en œuvre de la SR-SRR est le projet PROLAC (Relance et développement de la région du lac Tchad) de la Banque mondiale. Dans cette étude, nous considérons la SR-SRR comme une stratégie régionale commune qui éclaire et guide les actions de toutes les parties prenantes dans les huit territoires et les quatre pays de la région du lac Tchad. Cela inclut les gouvernements nationaux, les autorités locales, les chefs traditionnels, les organisations de la société civile (OSC), ainsi que les partenaires internationaux travaillant dans la région, tels que la Banque mondiale, les agences des Nations Unies et les Partenaires Techniques et Financiers bilatéraux. Notre objectif, dans le cadre de cette étude, n'est pas d'évaluer l'efficacité de la SR comme s'il s'agissait d'un projet, mais plutôt d'analyser son influence en tant que stratégie. En d'autres termes, nous souhaitons déterminer dans quelle mesure les actions des acteurs régionaux et de leurs partenaires internationaux ont été influencées par cette stratégie, et si ces actions ont été plus efficaces du fait qu'elles s'inscrivaient dans le cadre d'une stratégie commune.

La section suivante présente la problématique de recherche, les domaines couverts par les travaux de terrain ainsi que des informations sur l'étude. Elle est suivie d'une section consacrée à la région du lac Tchad et à la stratégie régionale (SR-SRR). Le corps du rapport consiste en une analyse de l'influence de la stratégie régionale sur l'atténuation et la gestion des effets du changement climatique sur l'insécurité

dans la région du lac Tchad. Nous concluons par des recommandations à l'intention des principaux décideurs politiques de la région du lac Tchad et de leurs partenaires.⁶

⁶Cette étude s'inscrit dans le cadre du projet de recherche CPS-Lac Tchad et est financée par le ministère britannique des Affaires étrangères, du Commonwealth et du Développement (FCDO) par l'intermédiaire du fonds de recherche « Cross-border Conflict Evidence, Policy and Trends » (XCEPT). Parmi les autres références, on peut citer un rapport sur l'impact du conflit dans la région du lac Tchad sur l'environnement, un article présentant l'Adaptive Peace Simulation, un outil d'aide à la décision développé pour les décideurs politiques de la région du lac Tchad, un article expliquant les aspects techniques de la modélisation informatique de l'Adaptive Peace Simulation, ainsi qu'un rapport et une note d'orientation sur l'évaluation rapide des données factuelles qui a jeté les bases de ces études..

2. Méthodologie

Cette étude a suivi une approche exploratoire afin d'examiner et de répondre aux questions de recherche suivantes : (i) quelle a été l'influence de la stratégie régionale (SR-SRR 2019-2024) sur la prévention et la gestion des risques liés au changement climatique en matière de paix et de sécurité dans la région du lac Tchad, et (ii) quels facteurs et efforts permettent d'expliquer le niveau d'influence atteint.

Il est important de noter que la SR-SRR en est actuellement à sa deuxième phase (2025-2030), mais la présente étude se concentre exclusivement sur la première phase de la SR-SRR (2019-2024). Notre point de départ est la reconnaissance du fait que le lien entre conflit, stabilité, dégradation de l'environnement et changement climatique doit être conçu comme un ensemble de relations s'inscrivant dans des systèmes sociaux et écologiques profondément interconnectés qui fonctionnent comme des systèmes adaptatifs complexes. En recourant au concept de systèmes socio-écologiques, nous reconnaissons que les systèmes naturels et humains sont étroitement liés, interconnectés et interdépendants, ainsi que complexes et adaptatifs.⁷ Ce cadre théorique a guidé la conception et la méthodologie de cette étude.

Au cours de la première phase du projet CPS-Lac Tchad, l'équipe a dressé un état des lieux des recherches existantes sur l'impact du changement climatique sur l'insécurité dans la région, à travers une évaluation rapide des données disponibles. Ce travail a donné lieu à des entretiens virtuels et à des discussions informelles avec les principales parties prenantes impliquées dans la conception, la mise en œuvre et le soutien de la stratégie régionale, notamment en marge du cinquième Forum des gouverneurs du Lac Tchad qui s'est tenu à Maiduguri en janvier 2025. Afin de préparer le travail de terrain, le projet a mené une revue de littérature intégrative entre janvier et mars 2025. Cette revue de littérature a été complétée par deux ateliers de validation virtuels. Le premier atelier de validation s'est tenu le 25 février 2025 sous la forme d'un dialogue avec des représentants d'organisations de la société civile et des chercheurs basés dans la région du lac Tchad. Le deuxième atelier de validation s'est tenu le 3 mars 2025 sous la forme d'un dialogue avec la communauté des décideurs politiques engagés dans la région du lac Tchad, notamment des représentants de la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT),

⁷ de Coning, Cedric. 2018. "Adaptive peacebuilding." *International Affairs* 94 (2):301-317.

de l'Union africaine (UA), du système des Nations unies (ONU) et des bailleurs de fonds internationaux. Les résultats de l'évaluation rapide des données ont été publiés en janvier 2026.⁸

Au cours de la phase suivante du projet, l'équipe a mené un travail de terrain approfondi tant au niveau des décideurs politiques qu'au niveau des communautés locales, entre août 2025 et janvier 2026. Aux niveaux méso et macro, le travail de terrain a été réalisé à Abuja et à Maiduguri en octobre 2025, ainsi qu'à N'Djamena en novembre 2025.⁹ Le travail de terrain a consisté en 24 entretiens semi-structurés et deux groupes de discussion réunissant des représentants des pouvoirs publics, des spécialistes de la sécurité (notamment des membres de la Force opérationnelle multinationale conjointe – MNJTF), des diplomates et des experts en politiques au sein d'organisations régionales et internationales, y compris des membres de la CBLT.

Aux niveaux méso et micro, 313 entretiens ont été menés en décembre 2025 et janvier 2026. Huit chercheurs (4 femmes et 4 hommes) ont mené des entretiens et des groupes de discussion dans les huit territoires riverains du lac, répartis sur les quatre pays participant à la SR-SRR. La figure 2 montre les lieux où la recherche a été menée, notamment Kousseri, Blangoua, Logone Birni, Bourgouma, Kidam, Kinambari, Blangoua-Bach, Madana au Cameroun ; Bol, Bagasola, Matafo et Mitterine au Tchad ; Diffa, Bosso, Ngagam, Baroua, Garin Dogo, Alaï Maïnari au Niger ; et les États d'Adamawa, de Borno et de Yobe au Nigeria.

⁸ Iversen, T. O., de Coning, C., Yaw Tchier, A. E., Issa, S., Onuoha, F., Koefoed, M., et Brodtkorb, I. B. 2026. Managing Climate, Peace and Security Risks in the Borderlands of the Lake Chad Region (REA Report). Norwegian Institute of International Affairs (NUPI) et Cross-Border Conflict Evidence, Policy and Trends (XCEPT). <https://www.nupi.no/en/publications/cristin-pub/managing-climate-peace-and-security-risks-in-the-borderlands-of-the-lake-chad-region-cps-lake-chad>

⁹ Les niveaux micro, méso et macro constituent un cadre permettant d'analyser des systèmes allant des individus aux structures globales. Le niveau micro s'intéresse aux individus et aux petits groupes, le niveau méso aux communautés et aux organisations, tandis que le niveau macro examine les systèmes sociétaux, institutionnels et globaux à grande échelle. Cette approche est utilisée en sociologie, dans le travail social et dans l'analyse organisationnelle pour comprendre comment les différentes échelles d'interaction s'influencent mutuellement.

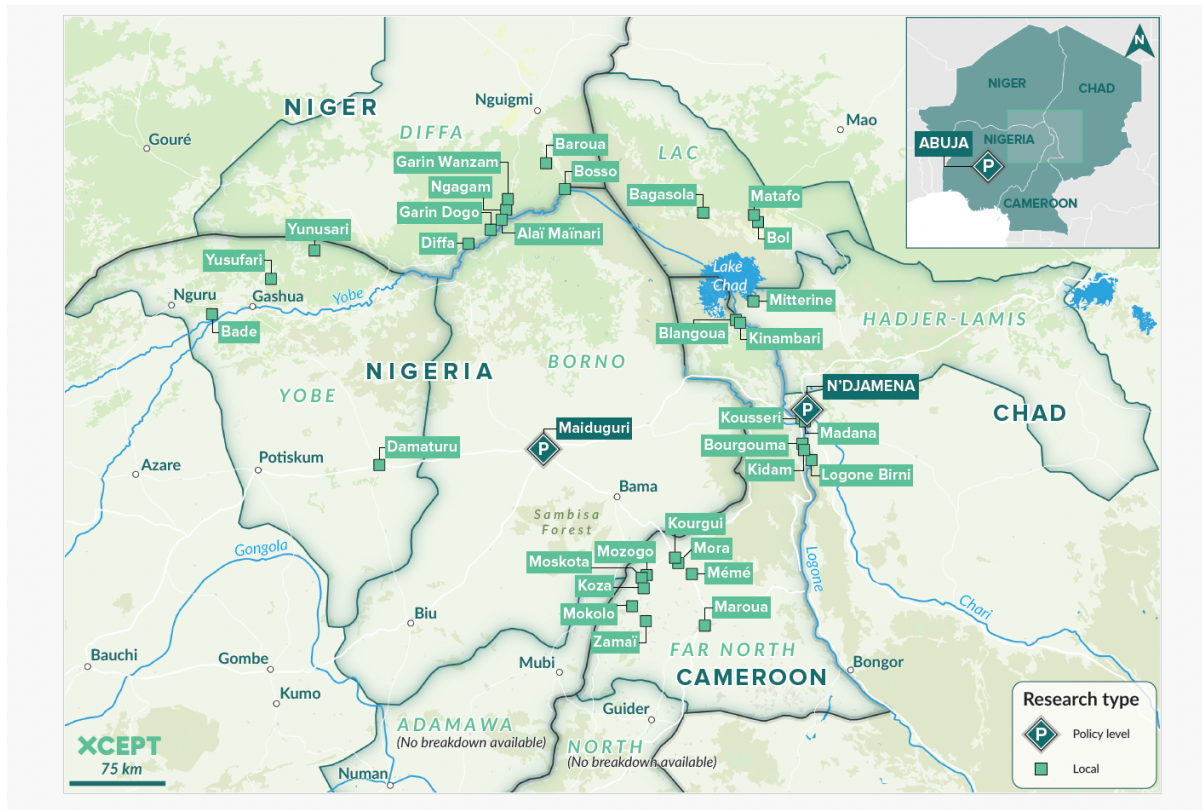


Figure 2 : Carte des lieux de déroulement des entretiens dans la région du lac Tchad. Illustrations par : Jules Duhamel

Dans des États comme celui de Yobe, les entretiens ont été réalisés à Damaturu (institutions au niveau de l'État et acteurs de la coordination) et sur des groupes communautaires du nord de l'État de Yobe (tels que Geidam, Yunusari, Yusufari et les zones environnantes). Les personnes interrogées comprenaient des représentants de ministères et d'agences gouvernementales, des acteurs humanitaires, des responsables de la sécurité, des organisations de la société civile et communautaires, ainsi que des groupes touchés tels que les personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), les rapatriés, les éleveurs, les agriculteurs, les jeunes et les personnes handicapées (PH). Dans l'État d'Adamawa, les personnes interrogées provenaient du ministère de l'Agriculture, du ministère de l'Environnement, du ministère du Développement de l'élevage, du milieu universitaire, d'un chef traditionnel, des forces de sécurité et de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), ainsi que d'agences telles que la Commission de développement du Nord-Est, l'agence chargée de superviser les Objectifs de développement durable (ODD), l'agence ACRéSAL (Agro-Climatic Resilience in Semi-Arid Landscape), des PDI réinstallées, des agents d'ONG locales et la Fondation pour la protection de l'environnement. Au Cameroun, la collecte de données a porté sur des zones telles que Maroua, Mora, Kolofata, Mémé, Zamai, Mokolo, Koza, Mozogo et Moskota dans les régions du Nord et de l'Extrême-Nord ; et au Niger,

sur des zones telles que la région de Diffa-N'guigmi. Les entretiens ont été menés auprès des autorités administratives et traditionnelles, des groupes de la société civile — notamment des associations de jeunes et de femmes —, des maires, des bénéficiaires de projets de développement (PROLAC, PDRI, SEMRY), des agriculteurs, des éleveurs, y compris des agropasteurs, des universitaires de l'Université de Maroua, ainsi que du personnel régional et divisionnaire des ministères chargés de l'agriculture, de l'élevage, de la pêche, de la faune et de la flore, et de l'environnement. Les mêmes groupes de parties prenantes ont été interrogés au Tchad. Dans la région de Diffa, le travail de terrain a été mené dans plusieurs localités, comme indiqué ci-dessus. Dans toutes ces zones, l'observation a permis de percevoir, de visualiser et d'évaluer les impacts du climat sur les moyens de subsistance, les pratiques de résilience et la dynamique des conflits liés au climat.

Limites de la recherche de terrain

Cette étude s'est heurtée à plusieurs limites méthodologiques et contextuelles qui ont influencé la portée, la profondeur et l'interprétation des résultats. Tout d'abord, il s'est avéré difficile d'identifier des personnes bien informées sur la SR-SRR. La connaissance de la SR-SRR parmi les populations locales et les décideurs politiques était inégale, ce qui a limité le nombre de répondants informés et a potentiellement restreint la diversité et la représentativité des points de vue recueillis. Par exemple, au niveau macro, auprès des décideurs politiques ou des parties prenantes, il était clair que de nombreuses personnes interrogées dans le cadre de l'étude connaissaient ou avaient une certaine idée de ce qu'était la SR-SRR ou de ce dont elle traitait.

Cependant, cela n'a pas été le cas aux niveaux local et hyperlocal. Par conséquent, la connaissance limitée de la SR-SRR chez les personnes interrogées pourrait limiter l'évaluation fondée sur la perception de l'influence de la stratégie. Il est donc important de noter qu'une connaissance limitée de la SR-SRR au niveau communautaire ne doit pas être interprétée directement comme un signe de faible influence. Dans de nombreux cas, les services et les projets ont pu être influencés par la stratégie régionale, mais ceux qui mettent en œuvre les activités sur le terrain et ceux qui sont touchés par ces activités peuvent ne pas être conscients du lien entre la SR-SRR et ces actions. Deuxièmement, les récits locaux ont été façonnés par des conflits intercommunautaires récents et en cours, souvent dus à des déplacements de population, à des conflits entre éleveurs et agriculteurs ou aux agissements des groupes armés. Ces tensions ont influencé la manière dont les interlocuteurs ont formulé leurs points de vue, ce qui a pu restreindre l'éventail des réponses et introduire un biais lié à la dynamique actuelle des conflits plutôt qu'à des facteurs structurels ou de long terme.

Troisièmement, l'accès à certaines zones a été restreint pour des raisons de sécurité, tantôt en raison d'une insécurité persistante, tantôt faute d'autorisation des autorités gouvernementales. Il en a résulté des contraintes spatiales et temporelles qui ont réduit notre couverture géographique et ont pu entraîner une sous-représentation des populations particulièrement vulnérables ou isolées. Dans certaines zones, les communautés ont pu être récemment déplacées, tandis que dans d'autres cas, les

personnes ont pu subir des déplacements répétés, ce qui a pu avoir une incidence sur leur mémoire et la précision de leurs témoignages. Quatrièmement, les barrières linguistiques dans des contextes multiculturels ont posé des défis en matière de traduction et d'interprétation. Malgré le recours à des traducteurs, les nuances de sens et les expressions ancrées dans la culture n'ont peut-être pas été pleinement saisies, ce qui a pu affecter l'exactitude des données qualitatives. Cinquièmement, la participation des femmes a été limitée, et leurs contributions ont souvent été brèves. Les normes culturelles, les contraintes de temps et la sensibilité entourant le sujet ont pu empêcher un engagement plus approfondi, entraînant des écarts liés au genre dans les données. La sous-représentation des femmes aux postes à responsabilité (administratifs, traditionnels, sectoriels, etc.) crée un cercle vicieux qui sape directement la représentation globale des femmes dans la société. Enfin, certaines populations se sont montrées peu enclines à participer à des entretiens et à des études récurrents et répétitifs qu'elles considèrent comme ayant peu d'impact sur leurs conditions de vie. Cette lassitude face aux enquêtes a donné lieu à des réponses évasives ou génériques, ce qui a pu réduire la richesse, la fiabilité et la validité de certains résultats.

Afin de pallier les limites susmentionnées et de renforcer la fiabilité des résultats, l'étude a adopté une approche de conception de recherche adaptative. La conception de la recherche a évolué au fil de plusieurs étapes itératives et collaboratives, reflétant à la fois la planification méthodologique, les retours d'expérience continus et l'apprentissage induit tout au long du projet. Plusieurs mesures d'atténuation ont été mises en œuvre tout au long du processus de recherche.

Dans un premier temps, les questions de recherche ont été élaborées en collaboration avec des partenaires au Nigeria et au Cameroun afin de garantir leur pertinence contextuelle¹⁰ et la cohérence entre les équipes de recherche. Un test pilote mené auprès de cinq participants a permis d'évaluer la clarté, la cohérence et la facilité d'utilisation du questionnaire. Les retours d'expérience issus de cette phase pilote ont donné lieu à des révisions, soulignant l'importance de la réflexivité et de la flexibilité dans l'élaboration des outils. Les guides d'entretien et de groupes de discussion, ainsi que la méthodologie globale, ont ensuite été finalisés collectivement. Les chercheurs ont été encouragés à adapter les questions d'entretien au contexte local, aux langues et aux connaissances. Des techniques d'échantillonnage en boule de neige ont été utilisées pour identifier les personnes ayant une connaissance de la SR-SRR. Des informateurs clés locaux, des dirigeants communautaires et des organisations partenaires ont aidé à valider la familiarité des répondants avec le sujet et ont facilité l'accès à des participants bien informés. Dans certains cas, comme dans les États de Yobe et de Borno, une liste préexistante de répondants a été interrogée en raison de leur connaissance historique des défis liés à l'insécurité climatique, mais aussi de leurs interactions avec la SR-SRR au cours des dernières années. Deuxièmement, afin de réduire le poids des récits influencés par le conflit, une

¹⁰Le professeur Freedom Onuoha, de l'Université du Nigeria à Nsukka, et le professeur Saibou Issa, de l'Université de Maroua au Cameroun, ont tous deux participé au projet en tant que chercheurs et ont contribué à définir le cadre conceptuel et à affiner les questions de recherche grâce à leur connaissance de l'histoire et du contexte de la région.

triangulation a été appliquée en collectant des données auprès de multiples groupes de parties prenantes, notamment des membres de la communauté, des autorités locales, des acteurs de la société civile et des partenaires humanitaires. Cette approche a permis d'équilibrer les témoignages subjectifs et de contextualiser les perceptions sensibles au conflit.

Troisièmement, les contraintes liées à la sécurité et à l'accès ont été atténuées grâce à une planification flexible du travail de terrain, notamment par le recours à des méthodes de collecte de données à distance (telles que les entretiens téléphoniques via WhatsApp et Signal). Lorsque cela s'avérait nécessaire, les chercheurs de terrain prenaient d'abord contact par téléphone avant de se rendre dans les régions sélectionnées pour mener les entretiens. Lorsque les déplacements limitaient l'accès aux communautés d'origine, les entretiens étaient menés auprès des populations déplacées dans leurs lieux d'accueil afin de recueillir leur point de vue. Quatrièmement, les défis liés à la langue et à la traduction ont été relevés en recrutant des enquêteurs et des chercheurs multilingues familiarisés avec les dialectes locaux et les contextes culturels. Les guides d'entretien ont été traduits et retraduits pour garantir la cohérence, et les chercheurs ont été formés à poser des questions de clarification et à vérifier le sens des propos des personnes interrogées pendant les entretiens. Cinquièmement, afin de renforcer la participation des femmes, des approches sensibles au genre ont été adoptées. La moitié des chercheurs locaux étaient des femmes et 25 % du nombre total de personnes interrogées étaient des femmes. Les entretiens et les groupes de discussion ont été menés dans des cadres sûrs et culturellement appropriés, et programmés à des horaires convenant aux femmes et aux filles. Dans la mesure du possible, des discussions séparées par sexe ont été organisées afin d'encourager des réponses plus ouvertes et détaillées.

Table 1: Lieu et repartition pa sexe des entretiens et focus group; Source: Field and Policy Researchers.

Lieu	Homme	Femme	Total
Interviews au niveau communautaire, de la société civile et des autorités locales			
Etat de Borno, Nigéria	31	14	45
Etat de Yobe, Nigéria	26	12	38
Etat de l'Adamawa, Nigéria	36	2	38
Diffa, Niger (Différents sites 1)	41	5	46
Diffa, Niger (Différents sites 2)	27	2	29
Extrême Nord, Cameroun	48	14	62
Nord, Cameroun	38	7	45
Bol & Baggasola, Tchad	10	3	13
Interviews au niveau régional, national et international			
Maiduguri, Nigéria	11	3	14
Abuja, Nigéria	4	0	4
N'djamena, Tchad	16	1	17
Total	252	61	313

Sixièmement, afin de réduire la lassitude des personnes interrogées et d'améliorer la qualité des données, les outils d'entretien ont été simplifiés pour éviter les redondances, et les personnes interrogées ont été informées de l'objectif de l'étude et de la manière dont les résultats pourraient éclairer l'élaboration des programmes et des politiques. Les chercheurs ont également mis l'accent sur la confidentialité et le caractère volontaire de la participation afin de renforcer la confiance et d'encourager des réponses plus sincères.

Enfin, plusieurs versions préliminaires du rapport ont été partagées avec les chercheurs et les principales parties prenantes afin de recueillir des commentaires écrits et oraux et d'assurer la validation. Ce processus de révision itératif a favorisé la production collaborative de connaissances et a contribué à garantir que les résultats reflètent à la fois les perspectives externes et locales.

3. Le Contexte du Lac Tchad

La région du lac Tchad s'étend sur les territoires du Tchad, du Cameroun, du Niger et du Nigeria, et constitue une source de survie pour des millions de personnes dans ces quatre pays riverains.¹¹ Au cours des quatre dernières décennies, le changement climatique a eu des répercussions sur le bassin du lac Tchad et son bassin versant.¹² Au milieu des années 1970, le lac Tchad a connu une baisse importante de son volume d'eau en raison d'une mauvaise gestion de l'eau, de multiples facteurs climatiques et de facteurs hydrologiques dans ses pays riverains. Cependant, des données satellitaires et des recherches récentes montrent que le lac a connu une légère augmentation de son volume d'eau et de sa superficie au cours des deux dernières décennies.¹³ Les eaux du lac soutiennent les activités économiques régionales, telles que l'agriculture, l'exploitation minière, la pêche et l'artisanat.¹⁴ La pêche, l'agriculture, l'élevage et l'usage domestique de l'eau sont les principaux consommateurs d'eau du lac.¹⁵ La température dans le bassin du lac Tchad augmente à un rythme sans précédent.¹⁶ En conséquence, on a observé des variations importantes et fréquentes des précipitations annuelles d'une saison à l'autre.¹⁷ La hausse des températures dans la région a des répercussions sur la variabilité des précipitations et leur répartition inégale, une situation aggravée par une sécheresse persistante.¹⁸ Certaines études soulignent que la hausse des températures dans la région met en danger la vie et les moyens de

¹¹ Onuoha, Freedom C. 2010. "Climate change, population surge and resource overuse in the Lake Chad area Implications for human security in the north-east zone of Nigeria." *Climate change and natural resources conflicts in Africa*: 23-43.

Salkida, A. 2012. "Africa's vanishing Lake Chad." *Africa Renewal*. Usigbe, L. 2024. Drying Lake Chad Basin gives rise to crisis. *Africa Renewal*.

¹² Coe, Michael T, et Jonathan A Foley. 2001. "Human and natural impacts on the water resources of the Lake Chad basin." *Journal of Geophysical Research: Atmospheres* 106 (D4):3349-3356.

Tchie and Brodtkorb. 2026.

¹³ Thiombiano, Lamourdia, et Ignacio Tourino-Soto. 2007. "Status and trends in land degradation in Africa." In *Climate and land degradation*, 39-53. Springer. Vivekananda, J., Wall, M., Sylvestre, F., et Nagarajan, C. 2019. Shoring up stability: Addressing climate and fragility risks in the Lake Chad region. Adelphi. <https://shoring-up-stability.org/wp-content/uploads/2019/06/Shoring-up-Stability.pdf> UNDP. 2017. "Lake Chad Basin - Stories of resilience and the path towards stabilization."

¹⁴ Emeribe, Chukwudi Nnaemeka, Christopher Uche Ezech, et Ali Williams Butu. 2021. "Climatic water balance over two climatic periods and effect on consumptive water need of selected crops in the Chad Basin, Nigeria." *Agricultural Research* 10 (1):131-147.

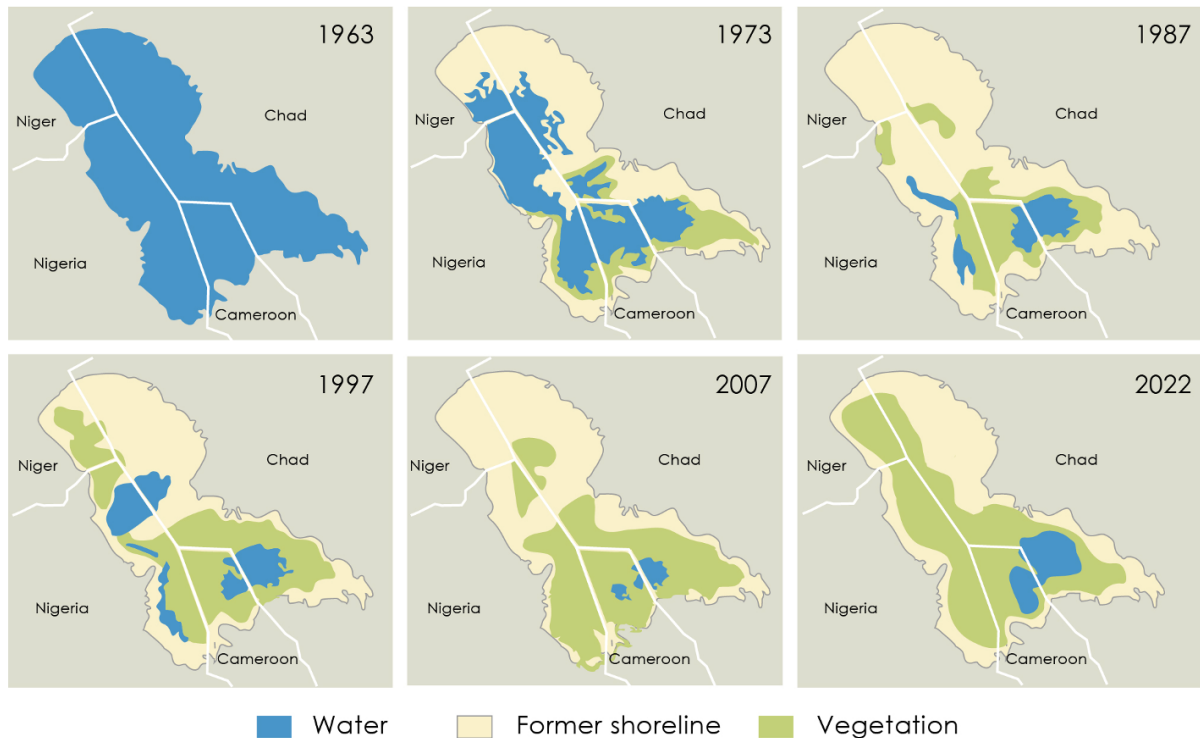
¹⁵ Ndehedehe, Christopher E, Vagner G Ferreira, et Nathan O Agutu. 2019. "Hydrological controls on surface vegetation dynamics over West and Central Africa." *Ecological Indicators* 103:494-508.

¹⁶ IPCC. 2023.

¹⁷ Pattanayak, Kanhu Charan, Ahmat Younous Abdel-Lathif, KV Rathakrishnan, Muskan Singh, Renuka Dash, et Pyarimohan Maharana. 2019. "Changing climate over Chad: is the rainfall over the major cities recovering?" *Earth and Space Science* 6 (7):1149-1160.

¹⁸ Ibid.

subsistance des populations, notamment en raison de ses répercussions sur le bétail, la transhumance et les systèmes alimentaires au sens large, tandis que d'autres se sont concentrées sur la dégradation de l'environnement et ses effets négatifs sur les moyens de subsistance, les conflits et les ressources en eau.¹⁹



This collection of maps has been sourced from a series of satellite images provided by NASA Goddard Space Flight Center:
<http://www.gsfc.nasa.gov/gsfc/earth/enviro/lakechad/chad.htm>
 Initial map by Philippe Rekacewicz; updated by GRID-Arendal, 2026

Figure 3 : l'Etat du lac (1963 – 2022). Source : Illustrations par GRID-Arendal, données de la NASA

¹⁹ Onuoha, Freedom C. 2008. "Environmental degradation, livelihood and conflicts: A focus on the implications of the diminishing water resources of Lake Chad for north-eastern Nigeria." *African journal on conflict resolution* 8 (2):35-61.

Onuoha, Freedom. C., Andrew E.Y. Tchie, et Mariana L. Zabala. 2024. Climate security, natural resource conflict, and community resilience in the Lake Chad Basin: A review of the literature. Training for peace.

Les effets du changement climatique dans la région ont entraîné une escalade des tensions existantes dans certaines zones, notamment une crise persistante entre agriculteurs et éleveurs, des affrontements intercommunautaires et des griefs ethnoreligieux, encore aggravés par des attaques de représailles.²⁰ À ces problèmes s'ajoutent les agissements néfastes d'organisations extrémistes violentes, telles que Boko Haram et sa branche, l'État islamique dans la province d'Afrique de l'Ouest (ISWAP), qui opèrent dans toute la région. Un rapport du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) publié en juin 2021 a révélé que les violences liées à Boko Haram dans le nord-est du Nigeria ont causé, directement et indirectement, environ 350 000 morts.²¹ De plus, ils ont contribué au déplacement interne de plus de 2,8 millions de personnes dans toute la région.²² Les milliers de petites îles qui ont émergé dans l'ancien lit du lac sont devenues des refuges pour les insurgés, notamment Boko Haram et l'ISWAP, ainsi que pour des organisations criminelles qui exploitent les vulnérabilités des communautés de pêcheurs locales. Boko Haram a contraint des civils à rejoindre ses rangs en recourant à la peur et à des incitations telles que la fourniture de revenus et de moyens de subsistance. À l'inverse, l'ISWAP a par le passé cherché à gagner la confiance des communautés, dans le but de collecter l'impôt religieux (zakat) en fournissant des services et en assurant la sécurité plutôt qu'en recourant à l'intimidation. Boko Haram et l'ISWAP ont également développé des tactiques de « banditisme djihadiste », telles que le vol de biens de valeur et de bétail, l'extorsion et les enlèvements contre rançon.²³ Des études plus récentes ont également montré que les vulnérabilités locales créent un climat propice au recrutement, par les extrémistes djihadistes, de populations locales vulnérables. Ces groupes ont su tirer parti des moyens de subsistance comme d'un levier de négociation essentiel, en s'engageant auprès des communautés de manière plus stratégique et en concentrant leurs attaques sur les forces de sécurité et les travailleurs humanitaires, ce qui témoigne d'une approche délibérée dans la conduite de leurs opérations.²⁴

²⁰ ICG. (2018). *Stopping Nigeria's spiraling farmer-herder violence* (Africa Report No. 262). International Crisis Group. <https://www.crisisgroup.org/africa/west-africa/nigeria/262-stopping-nigerias-spiralling-farmer-herder-violence>

²¹ UNDP. 2021. Assessing the impact of conflict on development in North-East Nigeria. United Nations Development Programme. <https://files.acquia.undp.org/public/migration/ng/Assessing-the-Impact-of-Conflict-on-Development-in-NE-Nigeria---The-Report.pdf>

²² OCHA. 2022. Lake Chad Basin: Humanitarian Snapshot (as of 12 September 2022). Geneva: United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs.

²³ Oginni, O.S. 2024. How to Stop 'Jihadi Banditry' from Becoming the New Normal in the Lake Chad Basin. Bonn International Centre for Conflict Studies (BICC).

²⁴ ICG. 2020. What Role for the Multinational Joint Task Force in Fighting Boko Haram? Brussels: International Crisis Group.

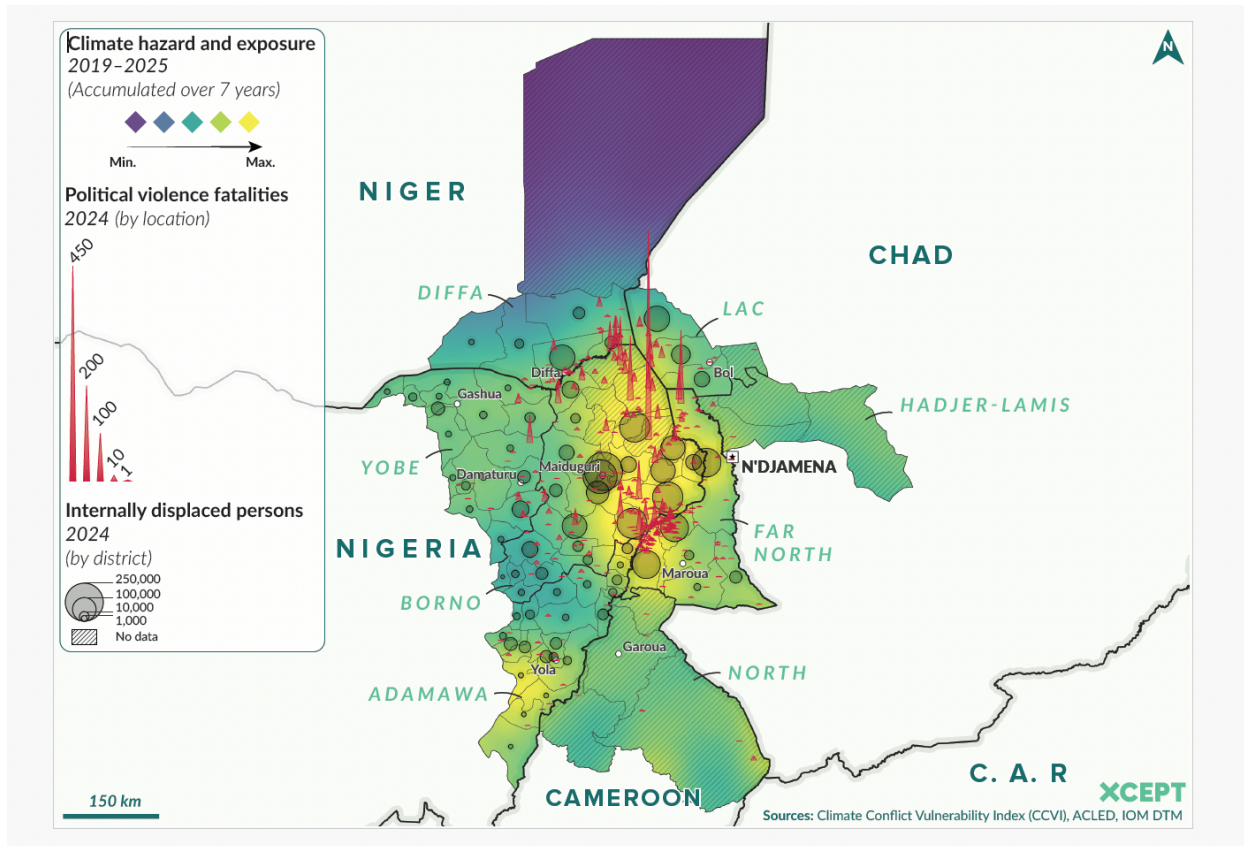


Figure 4 : Décès liés aux risques climatiques et à la violence politique, et personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays. Source : Les risques climatiques correspondent à l'accumulation de sécheresses, de vagues de chaleur, de fortes précipitations, d'incendies de forêt, d'inondations et de cyclones tropicaux sur une période de sept ans (2019-2025). La violence politique comprend les combats, les explosions et les actes de violence à distance, les émeutes et les violences contre les civils. Illustrations par : Jules Duhamel.

En conséquence, le bassin du lac Tchad s'est transformé et a perdu son statut antérieur de riche source de ressources au cœur de la région du Sahel, capable d'approvisionner en nourriture et en eau d'une population de 45 à 50 millions de personnes (selon les estimations de 2023²⁵) pour de plus en plus être

²⁵ UNDP. 2023. Call to Action: stabilizing the Lake Chad Basin Region through Regional Approach-Local Ownership. Disponible à : <https://www.undp.org/africa/blog/call-action-stabilizing-lake-chad-basin-region-through-regional-approach-local-ownership#:~:text=For%20decades%2C%20Lake%20Chad%20has,of%20livelihood%20for%20the%20region.>

affecté par les risques climatiques et sécuritaires.²⁶ Parmi les défis persistants dans la région, on peut citer les déplacements massifs de population, la pauvreté, la faim et une forte croissance démographique. La biodiversité s'appauvrit, et de nombreux habitants ont du mal à subvenir à leurs besoins et à se procurer des ressources.²⁷

La Stratégie Régionale pour la Stabilisation, le Redressement et la Résilience (SR-SRR)

En réponse au conflit dans la région du lac Tchad, les pays touchés par l'instabilité et plusieurs partenaires régionaux et internationaux, sous l'égide de la Commission du Bassin du Lac Tchad et avec le soutien de l'UA et du PNUD, ont élaboré la SR-SRR. Cette initiative régionale de stabilisation en constante évolution ne repose pas sur des campagnes de contre-insurrection imposées par le haut, mais plutôt sur des initiatives humanitaires, de développement et de paix coordonnées, à l'échelle infranationale et multidimensionnelles, visant à s'attaquer aux causes profondes du conflit. Par conséquent, la SR-SRR sert de cadre global qui définit son objectif, ses principes et ses partenaires. La SR-SRR est gérée par le biais de plusieurs mécanismes qui coordonnent l'effort global à travers plusieurs piliers du nexus HDP. Un forum annuel des gouverneurs — qui rassemble les huit gouverneurs des territoires bordant le lac Tchad au Cameroun, au Tchad, au Niger et au Nigeria — constitue la plateforme politique la plus importante pour favoriser le dialogue, renforcer la coordination et la coopération transfrontalière, et réaffirmer l'engagement collectif à s'attaquer aux causes profondes des défis multiformes auxquels est confronté le bassin du lac Tchad. Il permet également de faire le point sur les progrès accomplis et d'adapter l'orientation de la SR-SRR pour la prochaine période de mise en œuvre.

La stratégie SR-SRR (2019-2024) définit neuf axes d'intervention assortis d'objectifs stratégiques sous-jacents visant à faire face à ces crises, à savoir : la coopération politique ; la sécurité et les droits humains ; le désarmement, la démobilisation, la réhabilitation et la réintégration des personnes associées à Boko Haram ; l'aide humanitaire ; la gouvernance et le contrat social ; la relance socio-économique et la durabilité environnementale ; Éducation, apprentissage et compétences ; Prévention

²⁶ FAO. 2021. Evaluation of the FAO Response to the Crisis in the Lake Chad Basin 2015–2018. Disponible à : <http://www.fao.org/publications/card/en/c/CB3138EN/>. Rome, Food and Agriculture Organization; ACCORD. 2022. Fixing the Lake Chad crisis from the bottom-up. In *Conflict & Resilience Monitor*. Disponible à : <https://www.accord.org.za/analysis/fixing-the-lake-chad-crisis-from-the-bottom-up/>. Freedom. C Onuoha, Andrew E.Y. Tchie, et Mariana L. Zabala. 2024. Climate security, natural resource conflict, and community resilience in the Lake Chad Basin: A review of the literature. Training for peace.

²⁷ Zieba, Felix Watang, Genesis Tambang Yengoh, et Abdouraman Tom. 2017. "Seasonal migration and settlement around Lake Chad: Strategies for control of resources in an increasingly drying lake." *Resources* 6 (3):41.

de l'extrémisme violent et consolidation de la paix ; Autonomisation et inclusion des femmes et des jeunes.

La stratégie vise à favoriser les liens horizontaux entre les piliers afin de permettre des synergies, une appropriation nationale et locale, ainsi que des réponses adaptées au contexte. Quatre groupes thématiques ont été utilisés pour organiser la planification de la mise en œuvre au niveau territorial et ont constitué la structure d'élaboration des plans d'action territoriaux (PAT).²⁸ Ces pôles comprenaient : 1) la gouvernance (comprenant les piliers « coopération politique », « gouvernance et contrat social », et « autonomisation et inclusion ») ; 2) la sécurité et la protection (comprenant les piliers « sécurité et droits humains », « désarmement, démobilisation, réhabilitation, réinsertion et réintégration (DDRRR) », ainsi que « prévention de l'extrémisme violent (PVE) » et « consolidation de la paix ») ; 3) Développement et aide humanitaire (comprenant les piliers Aide humanitaire, Relance socio-économique et durabilité environnementale, et Éducation, apprentissage et compétences) ; et 4) le pôle Interventions transfrontalières, censé intervenir dans tous les piliers. La deuxième phase de la SR-SRR a été approuvée en février 2025 à la suite d'un examen stratégique de la première phase, et d'une révision de la stratégie.²⁹

²⁸ GIST. 2024. Strategic review of the Regional Strategy for the Stabilization, Recovery and Resilience of the Boko-Haram-Affected Areas of the Lake Chad Basin.

²⁹ La SR-SRR révisée (2025, p. 13) s'est éloignée du concept de « piliers d'intervention » pour le remplacer par (quatre) domaines stratégiques visant à apporter une réponse globale et transformatrice à la crise dans la région du lac Tchad. Chaque stratégie s'accompagne, quant à elle, de plusieurs objectifs intermédiaires et résultats attendus. Les quatre domaines stratégiques sont les suivants: 1. Paix et sécurité durables; 2. Solutions durables et protection; 3. Relance socio-économique et moyens de subsistance; et 4. Coopération régionale et gouvernance.

4. Analyse et conclusions :

L'influence de la stratégie régionale sur l'insécurité liée au climat

Dans cette section, les enseignements tirés de la recherche sur le terrain sont présentés et examinés à la lumière des objectifs de la stratégie régionale pour la résilience et la sécurité (SR-SRR). La section commence par exposer les perceptions exprimées par les personnes interrogées concernant leur expérience vécue de l'impact du changement climatique tant sur leurs moyens de subsistance que sur leur sécurité. Elle se poursuit ensuite par une analyse de l'influence de la stratégie régionale sur l'atténuation de ces effets.

L'impact d'un climat en mutation

Les enseignements tirés du travail de terrain indiquent que les populations vivant dans la région du lac Tchad sont fortement touchées par les effets du changement climatique. Dans l'État de Borno, les entretiens confirment que le changement climatique, la paix et la sécurité ne sont pas perçus comme des défis distincts par les populations touchées ou les institutions de première ligne.

Dans les zones rurales, ils subissent les effets du changement climatique sous la forme d'inondations répétées, de pertes de récoltes, de saisons agricoles imprévisibles, de pénurie d'eau et de revenus incertains. Surtout, les entretiens montrent que le changement climatique n'agit pas comme un facteur autonome ou déterministe de conflit. Au contraire, ses implications en matière de paix et de sécurité sont influencées par les conditions de sécurité, l'accès aux moyens de subsistance et les capacités de gouvernance. Ces résultats valident le cadre conceptuel de la SR-SRR, qui considère le changement climatique comme un multiplicateur de risques plutôt que comme une cause directe de conflit. Dans l'ensemble, les parties prenantes ont décrit un contexte de vulnérabilité à plusieurs niveaux ; les facteurs de stress climatiques (sécheresse, variabilité des précipitations, inondations, avancée des dunes de sable, vents violents, hausse des températures, dégradation des écosystèmes et obstruction des cours d'eau) interagissent avec les conflits et l'insécurité, les dynamiques de déplacement/retour, la fragilité des services et l'instabilité des moyens de subsistance.³⁰

³⁰ Consultez ici les premières conclusions de l'évaluation rapide des données : Gestion des risques liés au climat, à la paix et à la sécurité dans les zones frontalières de la région du lac Tchad (CPS-Lac Tchad) (2026). Disponible à : <https://www.nupi.no/en/publications/cristin-pub/managing-climate-peace-and-security-risks-in-the-borderlands-of-the-lake-chad-region-cps-lake-chad>

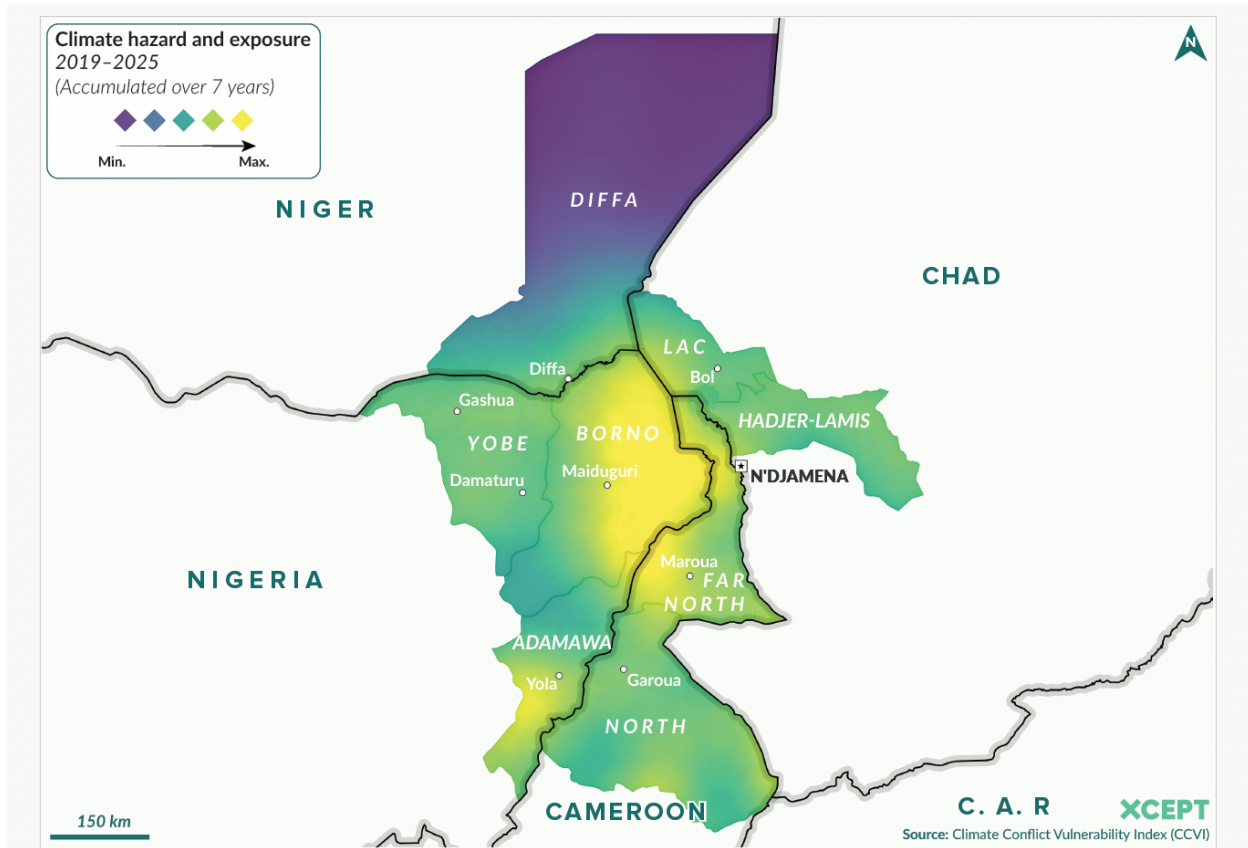


Figure 6: Risques climatiques et exposition (2019-2025). Source: Les risques climatiques correspondent à l'accumulation de sécheresses, de vagues de chaleur, de fortes précipitations, d'incendies de forêt, d'inondations et de cyclones tropicaux sur une période de sept ans (2019-2025); Illustration par: Jules Duhamel.

Par ailleurs, les responsables et le personnel militaires, les communautés, les autorités locales et d'autres acteurs ont également indiqué que l'avancée des dunes de sable et la désertification constituaient des menaces croissantes entraînant la perte de terres productives, une augmentation des coûts d'accès à l'eau et une intensification des pressions migratoires.³¹ Ces effets combinés se traduisent par un rétrécissement des espaces agricoles et de pâturage, ainsi que par une concurrence croissante pour l'accès à l'eau et à la terre.

³¹L'avancée des dunes de sable désigne le déplacement du sable vers des terres productives; il s'agit d'un élément clé de la désertification, c'est-à-dire de la dégradation des écosystèmes des zones arides due à l'activité humaine et au changement climatique.

Dans le bassin du lac Tchad, la dégradation de l'environnement, les conflits et l'instabilité économique entraînent une volatilité des prix du marché, des risques accrus pour la sécurité des femmes et des filles, ainsi qu'une frustration grandissante chez les jeunes en raison de moyens de subsistance limités. Dans l'État d'Adamawa, l'une des principales sources de conflit est liée à la propriété foncière. Les effets du changement climatique exacerbent la compétition pour les ressources entre agriculteurs et éleveurs, en particulier pour la terre et l'eau. Le problème s'est étendu aux cas d'enlèvements et de séquestrations d'agriculteurs, de jeunes et de femmes. Dans les zones touchées du nord-est du Nigeria et de l'extrême nord du Cameroun, l'abattage des arbres, source d'énergie de base pour la cuisine, s'est révélé être un problème majeur tant pour les communautés d'accueil que pour les personnes déplacées et les autorités locales qui tentaient de mettre en œuvre des politiques visant à inverser l'impact de la déforestation.

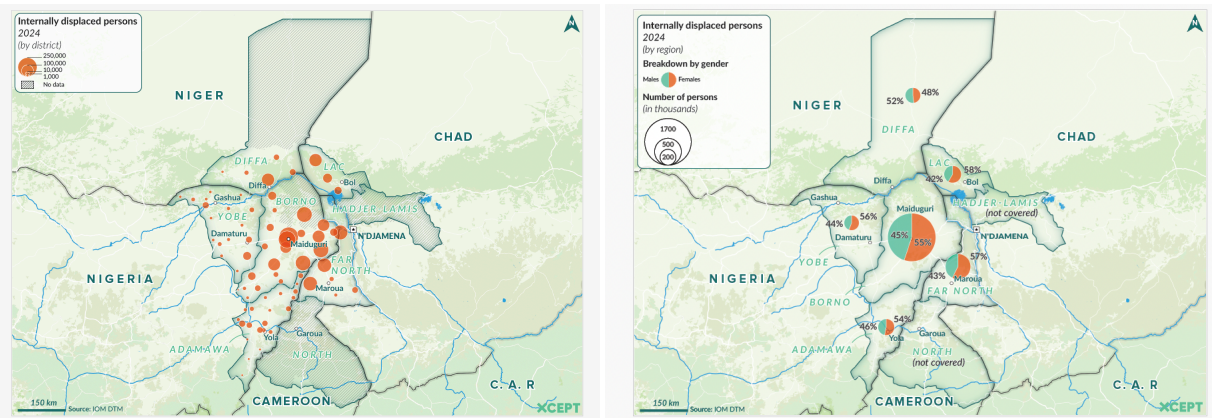


Figure 7 : Nombre et localisation des personnes déplacées à l'intérieur du pays et répartition par sexe (2024). Source : Illustration par : Jules Duhamel.

À Diffa au Niger, dans les régions du Lac et de Hadjer-Lamis au Tchad, ainsi que dans la région de l'Extrême-Nord au Cameroun, les entretiens révèlent que les problèmes fonciers sont persistants et fondamentaux, même s'ils se manifestent différemment d'une région à l'autre. La dégradation des sols due à l'érosion et à la sécheresse réduit partout les terres arables, tandis que l'accès à la terre et la vulnérabilité dépendent également des pressions démographiques et de la gouvernance foncière. Par exemple, dans l'Extrême-Nord du Cameroun, en particulier près des montagnes de Mandara, des populations denses occupent des terrains rocaillieux, ce qui rend nécessaire la culture en terrasses. On observe d'importantes migrations vers les régions de l'Adamawa, du Nord et de l'Est du Nigeria. Les personnes interrogées ont souvent établi un lien entre les contraintes d'accès à la terre et les migrations transfrontalières, dont certaines sont antérieures à la montée en puissance de Boko Haram.

La compréhension de ces dynamiques peut aider à saisir pourquoi de nombreux jeunes de ces régions ont initialement répondu aux offres financières de Boko Haram au début de l'insurrection.³²

Dans la région du Logone-et-Chari, la forte concentration d'agriculteurs, d'éleveurs et de pêcheurs dans les plaines inondables a déclenché en 2021 de violents affrontements entre les communautés *kotoko* et *mousgoum*, provoquant le déplacement de milliers de personnes qui ont cherché refuge au Tchad ou se sont installées à Diamaré. Boko Haram a utilisé son accès aux ressources du lac Tchad pour exercer un chantage écologique et exercer une influence sur les populations voisines. Dans d'autres cas, des prélèvements supplémentaires ont été imposés pour financer les activités de l'organisation. Le déplacement vers le sud des éleveurs et les défis liés à la sécurité des frontières ont concentré l'exploitation des ressources naturelles dans les zones touchées par la sécheresse et les inondations, alimentant les conflits, l'armement des éleveurs et l'émergence de groupes d'autodéfense le long des routes pastorales. Au Tchad, des acteurs issus de l'élite acquièrent de vastes terres fertiles, ce qui a entraîné une diminution des terres agricoles disponibles, une intensification des tensions et, parfois, des déplacements forcés.

Les personnes interrogées ont fréquemment mentionné la hausse des températures, l'irrégularité des précipitations, la désertification et les inondations comme des facteurs de stress notables liés au changement climatique dans toute la région. En 2023, par exemple, des vagues de chaleur ont causé la mort de dizaines de personnes dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun. Plusieurs camps de personnes déplacées à Mora et Mokolo ont été touchés par des incendies très graves.³³ Les changements climatiques ont entraîné des mauvaises récoltes et des baisses de productivité, exacerbant ainsi la précarité des moyens de subsistance et la compétition pour des ressources limitées. Ces pressions écologiques se sont ajoutées aux conflits armés et à la marginalisation économique, accentuant la vulnérabilité tant chez les éleveurs, les agriculteurs et les pêcheurs que dans les communautés urbaines et rurales. Dans l'ensemble, les facteurs de stress environnementaux liés au changement climatique ont amplifié la précarité des moyens de subsistance, qui agit à son tour comme un multiplicateur de menaces pour les tensions communautaires (en particulier entre les populations déplacées et les populations d'accueil),³⁴ conflit entre des groupes de subsistance jusqu'alors complémentaires (agriculteurs et éleveurs) et le recrutement au sein de groupes violents tels que les gangs criminels et les organisations extrémistes, comme Boko Haram, Jama'at Ahl al-Sunna li al-Da'wa wa al-Jihad (JAS) et la Province d'Afrique de l'Ouest de l'État islamique (ISWAP).

³² Freedom C. Onuoha. 2012. "Boko Haram's Tactical Evolution." *African Defence Forum* 4, 4.

³³ Refugees International. 2023. Climate-fueled Violence and displacement in the Lake Chad Basin. Disponible à : <https://www.refugeesinternational.org/reports-briefs/climate-fueled-violence-and-displacement-in-the-lake-chadbasin-focus-on-chad-and-cameroon/>

³⁴ L'analyse menée dans les zones touchées a souvent mis en évidence le fait que, lorsque les communautés de personnes déplacées sont confinées dans de petits quartiers sans aide ni ressources, elles sont contraintes de déboiser les forêts locales pour survivre.

L'impact du conflit sur l'environnement semble avoir joué un double rôle. Par exemple, le camp de personnes déplacées de Zamai et les camps de réfugiés de Minawao (situés dans la subdivision de Mokolo), dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, ainsi que la réserve forestière adjacente de Zamai, sont confrontés à une grave dégradation environnementale due à la conjonction de plusieurs facteurs : le conflit armé, l'afflux de population et le besoin criant de combustible. La réserve forestière de Zamai a subi d'importantes destructions, les arbres étant abattus à la fois par les personnes déplacées à la recherche de ressources pour survivre et, dans un contexte régional plus large, par des groupes armés, ce qui entraîne la disparition rapide de la forêt. La réserve est aujourd'hui en train de disparaître en raison de l'abattage des arbres par les réfugiés et les personnes déplacées dans la région. Les opérations militaires ont également défriché des zones de végétation haute et des zones forestières où se cachent des gangs criminels et des organisations extrémistes. Par exemple, des images prises par des drones montrent l'impact de l'artillerie militaire sur l'environnement, qui a détruit des zones lors d'opérations antiterroristes. En revanche, dans les zones où l'armée n'est pas intervenue, ou où les communautés ont fui les groupes armés, on observe une régénération des terres et du lac.³⁵

Des entretiens menés dans les régions de Diffa, Hadjer Lamis et du Lac, ainsi qu'à N'Djamena, montrent que la sous-exploitation des ressources du lac et de ses rives a permis la régénération des espèces piscicoles (en nombre et en maturité), des pâturages et des terres qui avaient été épuisés par l'activité humaine depuis plusieurs années. La crainte des enlèvements contre rançon a contribué à la préservation de l'environnement, en particulier des zones forestières, car les gens ont peur de s'y aventurer pour abattre des arbres. Autour des villages, de vastes terres fertiles sont abandonnées car les insurgés pillent la nourriture et d'autres denrées des agriculteurs.

³⁵ Interview 004: 13/01/26

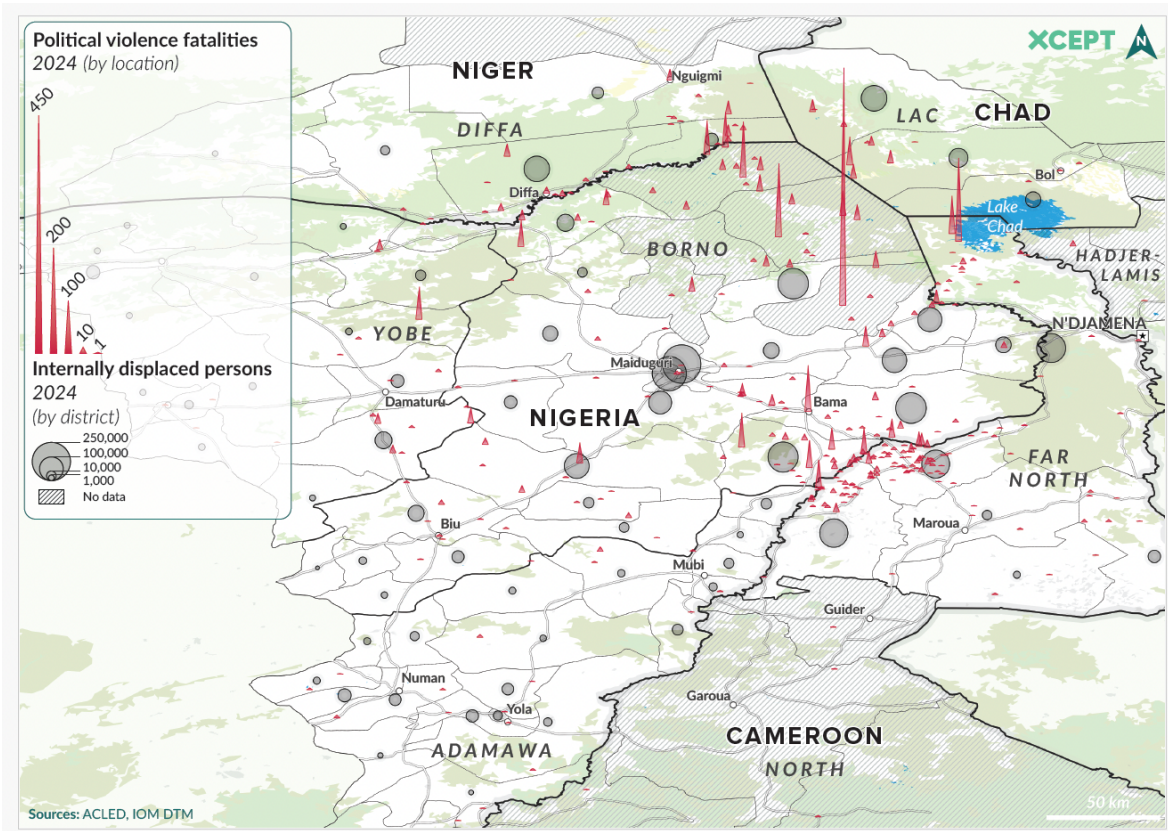


Figure 8: Victimes de violences politiques et personnes déplacées à l'intérieur du pays. Source: La violence politique comprend les combats, les explosions et les actes de violence à distance, les émeutes et les violences contre les civils; Illustration par: Jules Duhamel.

Dans les régions du Logone et du Chari, dans l'Extrême-Nord du Cameroun, et dans la région voisine du Chari-Baguirmi où se trouve N'Djamena, les précipitations sont irrégulières et la saison des pluies dure parfois à peine deux mois par an, ce qui a un impact sur la végétation.³⁶ Les précipitations irrégulières et sporadiques, ainsi que les changements dans le régime saisonnier, affectent la productivité agricole et la stabilité globale des écosystèmes, ce qui accroît la vulnérabilité des communautés dont les moyens de subsistance dépendent de l'agriculture pluviale. Dans le même ordre d'idées, les communautés de Song, Hong, Madagali, Fufore et Numan, dans l'État d'Adamawa, sont exposées à la déforestation et à des inondations constantes. Sur le terrain, la désertification et l'avancée des dunes de sable ont été

³⁶Réflexion tirée des notes de terrain; Gafny, S., et Djibo, A. 2023. "Rainfall patterns and water resources in Chari-Baguirmi, Chad." *Environmental Earth Sciences*, 82(11), 1–12; UNICEF. 2024. Climate landscape analysis for children in Cameroon. United Nations Children's Fund, Cameroon. <https://www.unicef.org/cameroon/media/2546/file/climate%20landscape%20analysis%20for%20children%20in%20Cameroon%202024.pdf.pdf>; Mahé, G., et Paturel, J. E. 2017. "Hydrology and rainfall variability of the Logone-Chari basin." *Directory of Open Access Journals*. <https://doaj.org/article/f5db3ec9471147febaf64d9c7b520922>

décrites comme ensevelissant les terres agricoles, bloquant les canaux d'irrigation et les voies d'accès, et forçant une adaptation des moyens de subsistance. Les communautés ont signalé des précipitations de plus en plus aléatoires, des épisodes de sécheresse récurrents et des inondations qui ont endommagé les infrastructures et aggravé l'agriculture de saison sèche ainsi que le stress hydrique. Cela s'ajoute à des déficits de gouvernance, à la marginalisation économique (des populations vulnérables), à un manque d'opportunités de soutien aux moyens de subsistance et à la fragmentation sociale. En particulier, la vulnérabilité de la région aux effets du changement climatique est aggravée par un accès limité aux marchés en raison des attaques de groupes armés, des couvre-feux et des restrictions de circulation imposées par l'armée, ainsi que par la médiocrité des infrastructures (systèmes de drainage),³⁷ et une faible capacité institutionnelle à traduire l'adaptation au changement climatique en mesures d'atténuation des conflits. Ces conditions compliquent à la fois les interventions en matière de consolidation de la paix, de stabilisation et de développement, rendant la mise en œuvre de la mission de la SR-SRR particulièrement difficile.

Les entretiens ont mis en évidence une demande claire de solutions concrètes et ancrées localement, qui relie l'adaptation au changement climatique à la consolidation de la paix et à la délivrance de services. Les parties prenantes ont mis en avant des pratiques prometteuses (par exemple, des voies d'accès négociées, des structures locales d'alerte précoce et d'intervention en cas de catastrophe, ainsi que des clubs de paix pour les jeunes), mais ont souligné des lacunes en matière de durabilité, d'inclusion et de coordination au niveau des collectivités locales, ainsi qu'un accès limité au financement et aux ressources agricoles pour des moyens de subsistance résilients face au changement climatique. Les personnes interrogées ont systématiquement souligné que les activités menées dans le cadre de diverses interventions coordonnées par le dispositif de la SR-SRR sont pertinentes, mais que leur influence est inégale selon les zones géographiques et les groupes de population, et qu'elle est limitée par des contraintes de capacités, la dépendance vis-à-vis des bailleurs de fonds et une faible appropriation « niveau dernier maillon » par les autorités locales et les communautés.

³⁷ En raison des attaques perpétrées par des groupes terroristes, ainsi que des couvre-feux et des restrictions de circulation imposés par l'armée

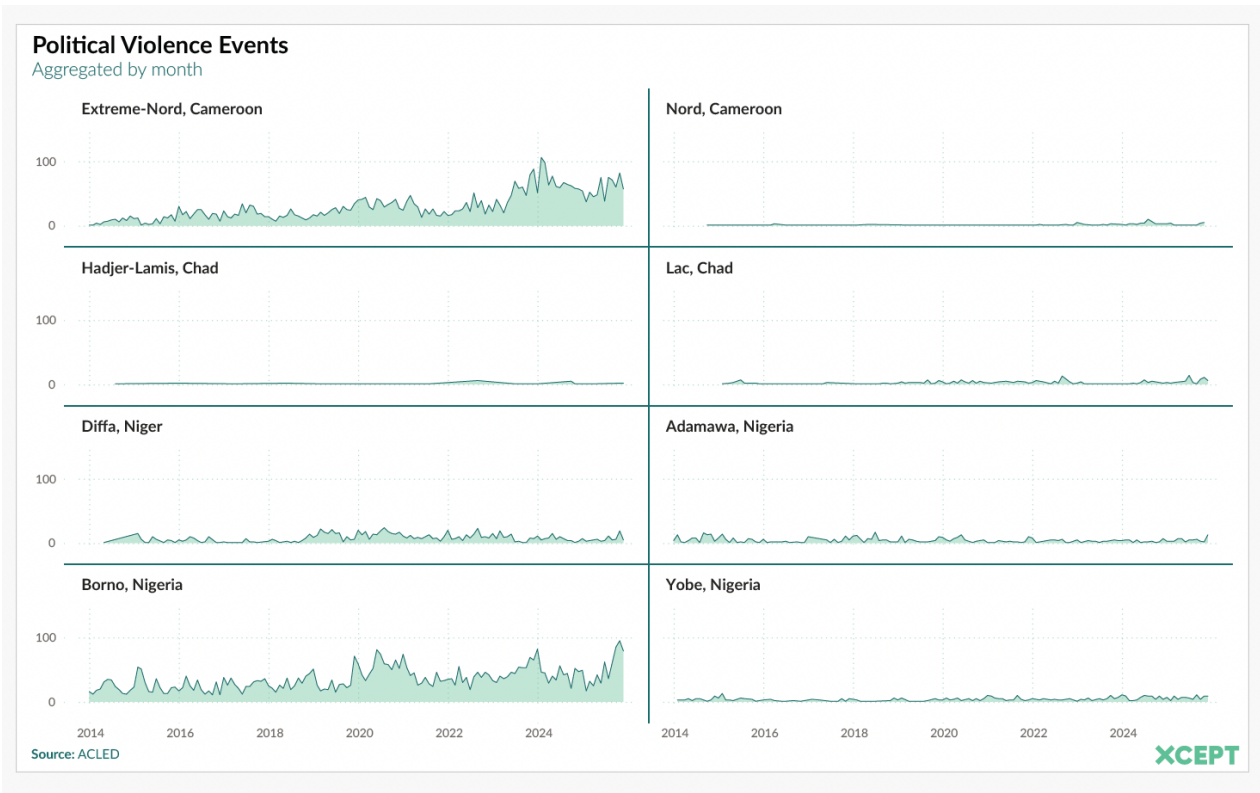


Figure 9 : Épisodes de violence politique dans les 8 territoires. Source : Tous les événements liés à la violence politique au fil du temps, regroupés par mois. Cela comprend les combats, les explosions et les actes de violence à distance, les émeutes et les actes de violence contre les civils. Illustration par : Jules Duhamel.

Les témoignages des personnes interrogées montrent que le nexus climat-conflit dans la région du lac Tchad n'est pas linéaire, mais complexe et multidimensionnel. Les risques pour la paix et la sécurité ont été présentés moins comme un scénario unique « climat-conflit » que comme une interaction de facteurs de stress: les chocs affectant les moyens de subsistance réduisent la capacité d'adaptation des ménages; la pénurie et les déplacements accentuent la compétition pour l'accès à la terre et à l'eau; enfin, l'insécurité et la faiblesse des forces de l'ordre favorisent la violence opportuniste et la criminalité. Cela crée un environnement à risque dans lequel les conflits locaux (concernant les voies de transhumance, la délimitation des terres agricoles, les points d'eau, les marchés et les services) peuvent s'intensifier rapidement, en particulier là où les capacités de médiation sont faibles ou là où les jeunes se sentent privés d'opportunités. Par exemple, les parties prenantes ont systématiquement décrit le nord de l'État de Yobe comme une zone de première ligne soumise à la pression environnementale, où la variabilité climatique et la dégradation des écosystèmes s'intensifient au fil du temps. Le même effet a été observé dans la région du Logone-et-Chari, où le facteur sous-jacent des conflits intercommunautaires récurrents concernant les chefferies, la représentation politique ou la répartition

des marchés est lié au stress environnemental. Par exemple, le contrôle des terres dans une zone semi-aride soumise à un stress environnemental lié au changement climatique façonne l'identité, les perceptions et les attitudes.

Évaluation de la conception de la SR-SRR et de ses objectifs stratégiques en matière de climat, de paix et de sécurité

La SR-SRR est conçue pour répondre aux besoins à court, moyen et long terme de la région en matière de stabilisation, de relance et de résilience dans les zones touchées. Il met l'accent sur la coopération régionale, la participation multipartite et la coordination transfrontalière dans le cadre des interventions en faveur de la paix, de la sécurité et du développement.³⁸ La première phase de sa mise en œuvre (2019-2024) s'est concentrée sur l'instauration de la sécurité, le rétablissement des services essentiels, la promotion des moyens de subsistance de base et la facilitation de la coordination institutionnelle entre les États membres et les partenaires, en s'appuyant sur les neuf piliers présentés à la section 3.

La SR-SRR ne traite pas l'adaptation au changement climatique comme un pilier à part. Au contraire, les réponses au changement climatique sont conçues pour être intégrées en tant que risques pour la paix et la sécurité liés au climat dans les domaines de la gouvernance, des moyens de subsistance, de l'action humanitaire et de la prévention de l'extrémisme violent (PVE), en mettant particulièrement l'accent sur le développement résilient au changement climatique, le renforcement de la résilience et la coopération transfrontalière. Synthétisant les idées et les enseignements tirés du travail de terrain, le tableau 2 montre comment chaque pilier de la SR-SRR est indirectement lié aux facteurs d'insécurité d'origine climatique en reliant la gouvernance, la sécurité, les moyens de subsistance et la résilience sociale aux résultats en matière de paix dans toute la région du lac Tchad.

³⁸ LCBC et AUC. 2018.

Table 2 : Les piliers de la SR-SRR et leur pertinence pour la paix et la sécurité dans le contexte climatique.

Les Piliers de la SR-SRR	Axe principal du pilier	Les liens avec la paix et la sécurité associées au climat (mis en évidence par des données issues du terrain)	Résultats des entretiens sur le terrain	Contribution à la paix et à la sécurité dans le contexte du changement climatique	Facteurs expliquant le niveau d'influence	Données de terrain
1. Coopération politique	Coordination politique transfrontalière par l'intermédiaire de la CBLT, de l'UA, du Forum des gouverneurs et des CER	Permet une gouvernance régionale des risques climatiques communs, notamment la gestion transfrontalière de l'eau, les migrations liées au climat et les conflits transfrontaliers liés aux ressources, exacerbés par les sécheresses et les inondations. Mise en œuvre de projets régionaux de résilience et d'accords régionaux de transhumance pour remédier à la pénurie d'eau et de pâturages. Soutient les réponses coordonnées face aux aléas climatiques qui alimentent l'insécurité.	Sur le plan politique, il a été indiqué que la SR-SRR avait réussi à établir le contact avec les élites tant au niveau national qu'au niveau des États, qui ont été associées et intégrées à la réflexion stratégique globale de la SR-SRR ainsi qu'à sa mise en œuvre. Cependant, aux niveaux local et hyperlocal, on ignorait ce qu'étaient les entités politiques, et il arrivait souvent que les communautés ou les personnes aient connaissance d'activités plus générales sans les associer à la SR-SRR. La plupart des personnes interrogées associaient souvent ces activités aux organisations humanitaires qu'elles avaient rencontrées.	L'amélioration du dialogue entre les autorités locales a permis d'apaiser les tensions liées aux itinéraires de transhumance et à l'accès à l'eau.	Coordination, animation par la CBLT, forums des gouverneurs et instauration d'un climat de confiance grâce à une planification conjointe.	Interviews avec les leaders communautaires et les responsables

Les Piliers de la SR-SRR	Axe principal du pilier	Les liens avec la paix et la sécurité associées au climat (mis en évidence par des données issues du terrain)	Résultats des entretiens sur le terrain	Contribution à la paix et à la sécurité dans le contexte du changement climatique	Facteurs expliquant le niveau d'influence	Données de terrain
2. Sécurité et droits humains	Opérations militaires, protection des civils, État de droit et sécurité fondée sur les droits	Les chocs climatiques (sécheresses, inondations) aggravent l'insécurité et les déplacements ; une approche de la sécurité fondée sur les droits contribue à empêcher que les difficultés liées au climat ne dégénèrent en violence, protège les moyens de subsistance et évite la radicalisation liée aux griefs	Dans l'ensemble, les personnes interrogées ont indiqué que les mesures de sécurité mises en place dans le cadre des efforts de stabilisation avaient amélioré les conditions de vie des communautés dans les zones touchées. Elles ont précisé qu'elles avaient pu regagner leurs foyers, reprendre leurs anciennes activités ou se lancer dans de nouvelles, comme l'agriculture, et retrouver une certaine forme de vie normale. On avait le sentiment qu'une certaine dignité avait été rendue aux gens, mais on a également constaté que le changement climatique avait un impact croissant sur la cohésion sociale, ce qui a par conséquent créé de nouveaux défis en matière de sécurité au niveau local ou aggravé ceux qui existaient déjà. Au niveau régional, la création de la MNJTF, qui apporte son soutien à la	La diminution des abus aux postes de contrôle et l'amélioration des relations entre les forces armées et la population ont favorisé une meilleure coopération avec les communautés pendant les périodes de stress climatique.	Formation aux droits de l'homme et dialogue entre les acteurs civils et militaires.	Entretiens avec le personnel de sécurité, les ONG et les organisations de la société civile représentant les jeunes et les femmes

Les Piliers de la SR-SRR	Axe principal du pilier	Les liens avec la paix et la sécurité associées au climat (mis en évidence par des données issues du terrain)	Résultats des entretiens sur le terrain	Contribution à la paix et à la sécurité dans le contexte du changement climatique	Facteurs expliquant le niveau d'influence	Données de terrain
			SR-SRR, a été considérée comme une évolution positive qui a permis de réduire la présence et les activités des groupes armés, de créer des villes de garnison et de rétablir un certain retour à la normale.			
3. Ciblage, poursuites, réinsertion et réintégration (SPRR)	Prise en charge des personnes liées à Boko Haram et à d'autres groupes armés	L'effondrement des moyens de subsistance lié au climat est reconnu comme un facteur d'attraction vers l'extrémisme ; les programmes de réintégration axés sur les compétences et les moyens de subsistance réduisent la vulnérabilité aux pièges liés au climat et à la sécurité	L'accès à des terres arables est reconnu comme le facteur le plus important pour une réintégration réussie.	Les mesures de soutien aux moyens de subsistance ont réduit les risques de rechute liés à la pauvreté d'origine climatique.	Formation professionnelle, kits de réinsertion, activités génératrices de revenus et mécanismes d'acceptation par la communauté.	Bénéficiaires du programme de réinsertion
4. Assistance Humanitaire	Aide d'urgence, accès et protection	Répond aux besoins humanitaires aggravés par le changement climatique (insécurité alimentaire, inondations, déplacements de population dus à la sécheresse) et empêche que la compétition pour des ressources limitées ne déclenche des conflits	L'accès à la terre est une condition préalable à la mise en place de solutions durables pour les personnes déplacées, mais il est limité par la rareté des terres exploitables ; la remise en état des sols et de la végétation permet de prévenir les conflits et de réduire l'exode rural, qui	Une intervention rapide en matière d'aide alimentaire et de gestion des inondations a permis d'éviter des violences liées à l'accès aux ressources.	Coordination entre les partenaires et évaluation précoce des besoins.	Groupes de discussion avec les acteurs humanitaires

Les Piliers de la SR-SRR	Axe principal du pilier	Les liens avec la paix et la sécurité associées au climat (mis en évidence par des données issues du terrain)	Résultats des entretiens sur le terrain	Contribution à la paix et à la sécurité dans le contexte du changement climatique	Facteurs expliquant le niveau d'influence	Données de terrain
			contribue à l'insécurité urbaine, au banditisme routier et au recrutement par des groupes extrémistes.			
5. Gouvernance et services de proximité	Rétablir la présence de l'État, le contrat social et la redevabilité	Une gouvernance défaillante nuit à l'adaptation à la variabilité climatique ; une meilleure gouvernance renforce les capacités locales à gérer les chocs environnementaux et à résoudre pacifiquement les conflits liés aux ressources	La remise en état et la reconstruction des services sociaux de base, ainsi que des structures de la police et de la gendarmerie, ont contribué au retour de milliers de réfugiés et de personnes déplacées. La présence de l'État favorise le commerce et d'autres activités non liées aux ressources naturelles, qui aident les ménages à faire face aux difficultés pendant la saison sèche.	Renforcement des capacités locales en matière de règlement des litiges liés à l'utilisation des terres et de l'eau. Renforcement des effectifs dans les services concernés	A rétabli l'administration locale et les fonctions des autorités traditionnelles.	Entretiens avec les autorités locales
6. Relance socio-économique et moyens de subsistance	Agriculture, pêche, élevage, chaînes de valeur, infrastructures	Appelle explicitement à la mise en place de mesures de protection contre les aléas climatiques pour tous les investissements dans le développement, au renforcement de la résilience et à l'adaptation aux	Le financement d'activités génératrices de revenus, la fourniture d'intrants agricoles et d'outils, la construction d'entrepôts et d'installations de conservation, le passage d'une production de subsistance à une production commerciale, la mise à	L'agriculture résiliente au changement climatique a permis de réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs.	Fourniture d'intrants, irrigation et services de vulgarisation agricole.	Groupes de discussion avec des agriculteurs et des pêcheurs

Les Piliers de la SR-SRR	Axe principal du pilier	Les liens avec la paix et la sécurité associées au climat (mis en évidence par des données issues du terrain)	Résultats des entretiens sur le terrain	Contribution à la paix et à la sécurité dans le contexte du changement climatique	Facteurs expliquant le niveau d'influence	Données de terrain
		sécheresses, aux inondations et à la désertification, afin de s'attaquer directement aux risques liés au climat et à la sécurité	disposition de tricycles pour acheminer les produits vers les marchés, ainsi que la formation et le soutien à la transformation des produits locaux contribuent à renforcer la résilience des communautés sélectionnées touchées par l'insurrection.			
7. Éducation, apprentissage et compétences	Remise à niveau scolaire, formation professionnelle, emploi des jeunes	Renforce les capacités d'adaptation et favorise la mise en place de moyens de subsistance alternatifs, réduisant ainsi la vulnérabilité des jeunes face à l'insécurité liée au climat et au recrutement par des groupes extrémistes	Plusieurs des jeunes interrogés ont indiqué qu'ils étaient retournés dans leurs communautés en étant éligibles pour bénéficier d'un soutien du Fonds Régional pour la Stabilité (FRS) et qu'ils avaient pu développer des activités agricoles en recourant à des techniques nouvelles et plus efficaces qui améliorent la productivité, leur assurent des revenus plus importants et les rendent moins enclins à rejoindre des groupes armés. Si plusieurs ont indiqué que les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap bénéficiaient d'un	Les compétences professionnelles ont limité le recrutement des jeunes lors des épisodes de sécheresse.	Programmes de formation professionnelle et bourses gérés par des ONG.	Focus groups avec les jeunes

Les Piliers de la SR-SRR	Axe principal du pilier	Les liens avec la paix et la sécurité associées au climat (mis en évidence par des données issues du terrain)	Résultats des entretiens sur le terrain	Contribution à la paix et à la sécurité dans le contexte du changement climatique	Facteurs expliquant le niveau d'influence	Données de terrain
			soutien, celui-ci était souvent très limité et ne dépassait guère le cadre de l'agriculture, de l'aide aux petites entreprises ou de la collaboration avec les OSC/ONG. En substance, l'éducation, l'apprentissage et les compétences requis doivent inclure davantage de mesures d'adaptation et de soutien socio-économique, afin de permettre aux communautés de s'adapter aux défis actuels et futurs, et non aux problèmes passés qui ont pu se poser il y a près d'une décennie.			
8. Prévention de l'Extremisme Violent (PEV)	Résilience communautaire, alerte précoce, architecture de la paix	Reconnaît que les pressions liées au climat exacerbent la compétition pour l'accès à la terre et à l'eau, ce qui est exploité par les extrémistes ; les systèmes d'alerte précoce et les mécanismes communautaires de	Le dialogue sur l'accès à la terre pour les jeunes, la mise en place et la formation aux mécanismes d'alerte précoce dans les régions de Hadjer Lamis, du Lac et de l'Extrême-Nord, qui seront mis en œuvre de manière inclusive sous l'égide des conseils locaux, ainsi que l'amélioration des	L'alerte précoce a permis de limiter l'escalade des conflits liés au climat.	Comités de paix communautaires et systèmes d'alerte.	Acteurs communautaires en faveur de la paix et organisations de la société civile

Les Piliers de la SR-SRR	Axe principal du pilier	Les liens avec la paix et la sécurité associées au climat (mis en évidence par des données issues du terrain)	Résultats des entretiens sur le terrain	Contribution à la paix et à la sécurité dans le contexte du changement climatique	Facteurs expliquant le niveau d'influence	Données de terrain
		promotion de la paix contribuent à la gestion des conflits liés au climat	mécanismes existants à Diffa, etc., contribuent à renforcer la cohésion sociale.			
9. Genre, femmes et autonomisation des jeunes	Lutter contre les violences basées sur le genre, favoriser l'inclusion et l'autonomisation	Les femmes et les jeunes sont affectés de manière disproportionnée par les chocs climatiques ; leur autonomisation renforce la résilience des communautés et améliore les résultats des initiatives de consolidation de la paix tenant compte des enjeux climatiques	Le projet PROLAC/MC RP (2021-2025) a renforcé la résilience face au changement climatique des populations touchées par Boko Haram. Des milliers d'hectares ont été aménagés pour développer des chaînes de valeur au profit des personnes vulnérables et réduire les conflits fonciers. Le projet PARSEBALT est consacré à la réinsertion sociale et économique des personnes les plus touchées par l'insécurité et le changement climatique. Ces personnes sont principalement des femmes et des jeunes, comme le montre leur proportion parmi les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur du pays.	Des associations de femmes ont joué le rôle de médiatrices dans des conflits liés à l'accès à l'eau.	Groupes d'épargne et forums de dialogue animés par des femmes.	Entretiens avec des femmes leaders

Source: Synthèse établie à partir des informations fournies par la SR-SRR, des notes de terrain et des analyses.

Depuis 2018, des forums de haut niveau tels que le Forum des gouverneurs du bassin du lac Tchad et le Forum annuel pour le développement du lac Tchad (PROLAC/MCRP) ont réaffirmé leur engagement à intensifier les efforts conjoints en matière de stabilisation, de relance et de résilience, notamment dans les domaines de la sécurité climatique, de l'inclusion des femmes et des jeunes, et de la participation du secteur privé.³⁹

Mise en œuvre de la SR-SRR : contributions à la prévention et à la gestion des risques liés au climat en matière de paix et de sécurité

Les enseignements tirés des entretiens montrent que certains décideurs politiques reconnaissent les risques climatiques et s'efforcent d'intégrer la dimension climatique dans les plans de stabilisation, de résilience et de relance. Cependant, cette intégration opérationnelle reste inégale. Sur l'ensemble des sites étudiés, l'influence du programme de la SR-SRR sur les communautés locales s'est avérée faible tant au niveau communautaire qu'au niveau des micro-communautés.⁴⁰ Dans le cas de l'État d'Adamawa, les décideurs politiques, les universitaires, les militants écologistes et les organisations internationales ont déclaré ne pas connaître l'approche de la SR-SRR. En revanche, dans l'État de Yobe, plusieurs interlocuteurs institutionnels ont estimé que les programmes alignés sur la SR-SRR contribuaient à la stabilisation, à l'amélioration des infrastructures sociales, aux clubs de paix et aux activités de consolidation de la paix, ainsi qu'à certains soutiens aux moyens de subsistance. Toutefois, cette influence a été décrite comme inégale et fortement dépendante de la présence des partenaires et du financement des bailleurs de fonds. Notre analyse sur le terrain indique que l'engagement des gouverneurs des zones touchées varie considérablement. Cette variation se traduit par des modes d'interaction différents entre le personnel, les responsables gouvernementaux et les institutions d'une part, et la SR-SRR d'autre part. Ces interactions se manifestent par des campagnes, des changements de politique, des interventions humanitaires, voire une collaboration avec l'armée locale et la MNJTF dans les régions touchées. Par exemple, bien que la SR-SRR soit un cadre stratégique plutôt qu'un projet, beaucoup le perçoivent et l'évaluent encore comme s'il s'agissait d'un projet. En conséquence, leurs interactions avec les activités liées au FSR et au PROLAC façonnent leur perception de la SR-SRR.

Parmi les obstacles transversaux à la mise en œuvre figurent une planification insuffisante en matière de durabilité, un budget public limité pour l'entretien et le suivi, ainsi qu'une intégration insuffisante des questions de genre et de handicap. La SR-SRR fonctionne efficacement en tant que cadre de coordination régionale et outil de mobilisation des ressources, mais il manque de mécanismes pour orienter et soutenir les pratiques de gouvernance locale. Les conclusions mettent en évidence une limite dans la manière dont la stabilisation est souvent évaluée au sein et à travers la mise en œuvre de la SR-

³⁹Le premier forum à avoir mis en lumière cette question a été le Forum des gouverneurs de 2021 à Yaoundé, suivi du Forum de Niamey 2023 sur le développement de la région du lac Tchad.

⁴⁰Ici, nous définissons l'hyperlocal comme allant au-delà des huit zones touchées pour inclure également une niche très précise ou une petite zone géographique immédiate, comme le niveau d'un sous-district et des groupes plus petits au sein d'une communauté à l'intérieur de villages.

SRR. Les indicateurs de stabilisation ont tendance à donner la priorité au contrôle territorial, à la réduction des incidents violents ou aux mouvements de retour.⁴¹ Cependant, l'analyse des entretiens montre qu'un accès sûr et durable aux ressources naturelles et à l'espace économique constitue un indicateur de stabilisation plus pertinent dans les contextes touchés par le changement climatique. Par exemple, des forages sont réalisés de part et d'autre des rues à Yola et à Jimeta afin de servir de points d'eau pour les camions chargés d'arroser les arbres plantés dans les rues, mais aussi d'approvisionner les communautés en eau. De plus, les ménages reçoivent quatre pépinières et une somme de cinquante mille nairas pour entretenir les plantes. Rien qu'en 2025, AcreSAL a planté plus d'un million d'arbres dans tout l'État d'Adamawa. En matière de politique de préservation de l'environnement, l'État d'Adamawa a instauré une interdiction totale de l'abattage des arbres.

La création d'un groupe de travail sectoriel sur le changement climatique dans l'État d'Adamawa a été considérée comme une initiative positive, fondée sur des données factuelles. Les personnes interrogées ont indiqué que la sensibilisation s'était améliorée, les communautés s'appuyant de plus en plus sur la radio et les informations fournies par des organismes tels que la NEMA. Dans le même temps, des stratégies telles que le Plan d'action territorial (PAT) et les cadres connexes ont été critiquées pour le manque de données factuelles sur lesquelles elles s'appuient, la participation limitée des populations locales, leur faible viabilité et le manque d'engagement au niveau de l'État. La participation des femmes à l'élaboration des stratégies climatiques reste minime en raison d'obstacles culturels, religieux et patriarcaux. Néanmoins, il existe quelques domaines dans lesquels la mise en œuvre de la SR-SRR a contribué à faire face aux risques liés au climat en matière de paix et de sécurité, mais cela concernait souvent les rapatriés ou des situations où des manifestations liées au climat, à la paix et à la sécurité s'étaient produites et où une intervention des acteurs était nécessaire.

⁴¹ Tchie et Brodtkorb. 2026.

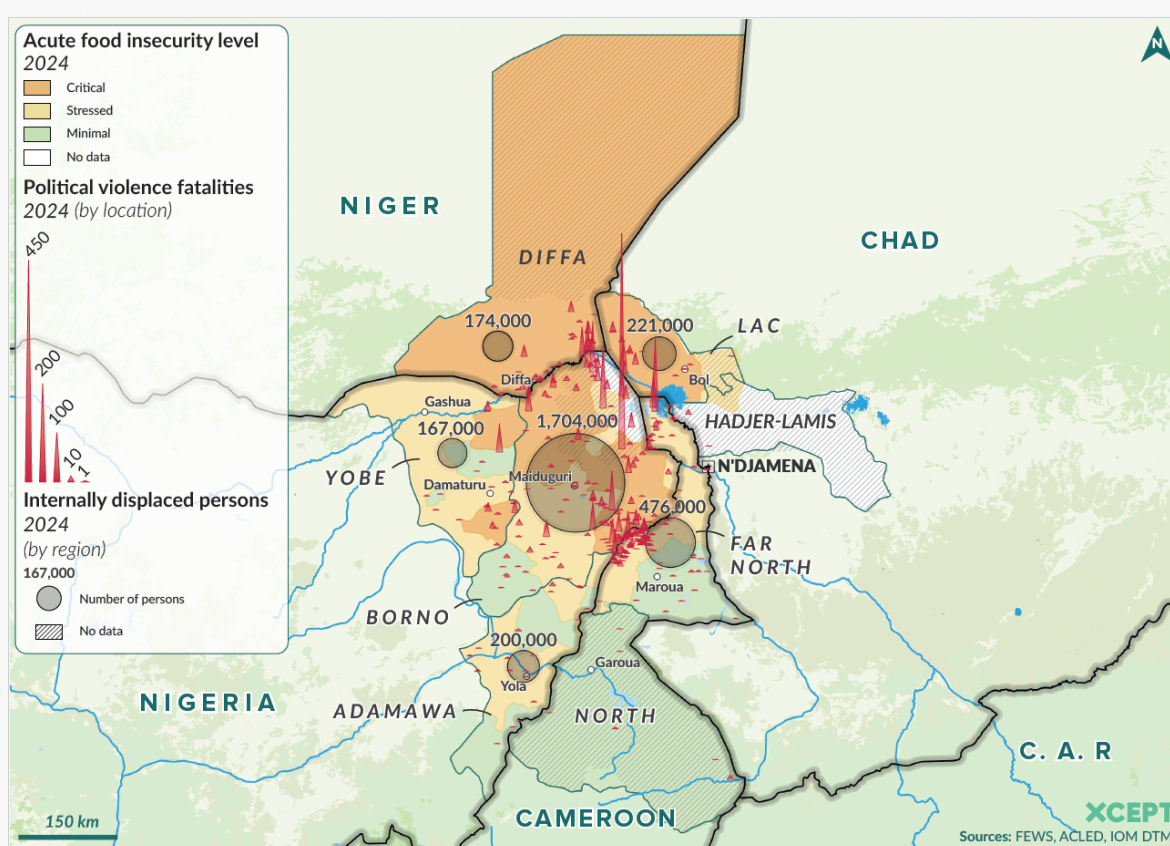


Figure 10: Insécurité alimentaire, victimes de violences politiques et personnes déplacées à l'intérieur du pays. Source: Les différents stades de l'insécurité alimentaire aiguë servent à refléter la gravité de l'insécurité alimentaire dans chaque région. La violence politique comprend les combats, les explosions et les actes de violence à distance, les émeutes et les violences contre les civils; Illustration par: Jules Duhamel

Sécurité et stabilisation

C'est dans le domaine de l'amélioration de la sécurité et de la stabilité que la SR-SRR a eu l'influence la plus visible. À cet égard, le renforcement de la coordination entre les forces nationales par l'intermédiaire de la Force multinationale opérationnelle interarmées (MNJTF), les forces des différents États et les acteurs locaux de la sécurité a permis de réduire les attaques violentes directes contre des communautés auparavant vulnérables.⁴² Les progrès en matière de stabilisation réalisés par la Force opérationnelle interarmées multinationale (MNJTF) sont structurellement liés à l'architecture de gouvernance de la Stratégie régionale pour la stabilisation, la relance et la résilience (SR-SRR) grâce à une approche intégrant sécurité et développement, dans laquelle la CBLT assure la direction politique générale tant pour les opérations militaires que pour les efforts civils de développement à long terme.

⁴² Onuoha, Tchie et Zabala. 2023.

Dans toutes les zones étudiées, les personnes interrogées ont fait état d'une diminution de la crainte des attaques, de corridors routiers plus sûrs et d'une mobilité améliorée. Les actions menées par l'armée dans le cadre de la stabilisation ont permis une réinstallation partielle, entraînant la réouverture des marchés, la création de villes de garnison et le rétablissement de certains services de base, tels que la rénovation d'écoles et de centres de soins de santé primaires. En outre, les corridors commerciaux entre Maiduguri et les villes des pays voisins ont également été rouverts. En conséquence, la plupart des personnes interrogées ont noté que ces efforts avaient conduit à des gains visibles découlant des efforts de stabilisation. Les données de terrain et les rapports officiels indiquent que le retour en toute sécurité de plus d'un million de personnes déplacées à l'intérieur du pays peut être attribué aux gains de stabilisation obtenus grâce à la SR-SRR, notamment la réhabilitation des infrastructures essentielles et la démobilisation d'anciens associés des insurgés⁴³.

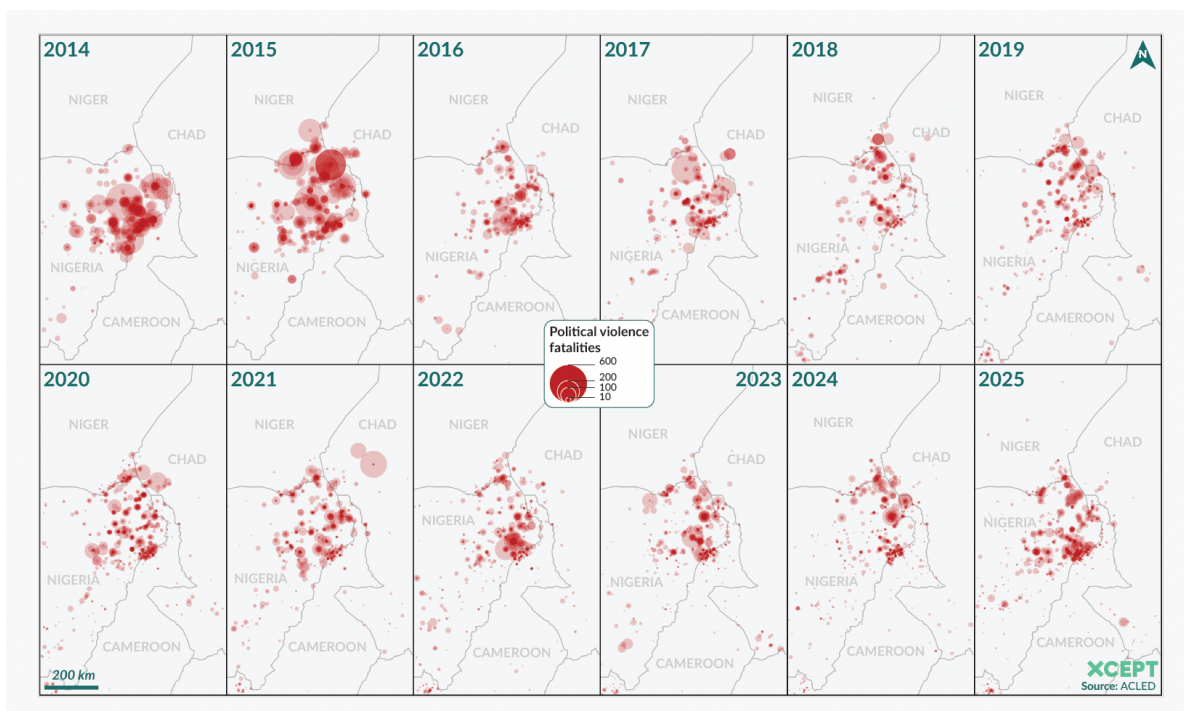


Figure 11 : Nombre de décès liés à la violence politique au fil du temps. Source : L'ensemble des décès liés à la violence politique au fil du temps, regroupés par mois et limités aux régions couvertes par notre étude. Cela inclut les combats, les explosions et les actes de violence à distance, les émeutes et les violences contre les civils; Illustration par : Jules Duhamel.

⁴³ Bologi, M.U. 2026. Military operations resettled over one million households in Borno – Theatre commander. The Nation. <https://thenationonlineng.net/military-operations-resettled-over-one-million-households-in-borno-theater-commander/>

Ces avancées constituent des conditions préalables fondamentales au renforcement de la résilience dans les environnements fragiles. Si elles ont ouvert la voie à l'accès humanitaire et à l'activité socio-économique, leur effet préventif sur l'insécurité liée au climat reste limité. Les progrès en matière de sécurité n'ont pas permis de rétablir de manière durable l'accès aux espaces de subsistance dépendants du climat, tels que les terres agricoles, les zones de pêche et les pâturages. Au mieux, la paix est le résultat d'une réduction de la violence, mais les causes profondes des conflits liés au climat, telles que la pénurie de ressources, la chute de la productivité et la réduction drastique des moyens de subsistance, restent largement ignorées dans la planification de la sécurité.

Dans tous les États, les efforts alignés sur la SR-SRR semblent avoir contribué à certains aspects liés à la stabilisation grâce à une meilleure coordination, à certaines interventions en matière d'infrastructures et de moyens de subsistance, ainsi qu'à des activités de consolidation de la paix. Cependant, cette influence est limitée par (i) un financement insuffisant de la durabilité et de la maintenance, (ii) une mise en œuvre inégale à travers les territoires, (iii) une intégration insuffisante des questions de genre, de la jeunesse et du handicap dans la prise de décision locale, (iv) une insécurité persistante et des contraintes de mobilité qui perturbent à la fois les marchés et la prestation de services, et (v) les défis évolutifs auxquels les communautés et les personnes déplacées sont confrontées. Sur ce dernier point, il a été noté que la mise en œuvre liée à la SR-SRR n'est pas en mesure de s'adapter avec souplesse aux changements et aux besoins croissants sur le terrain en raison de l'insuffisance des mécanismes de suivi et de retour d'information.

Amélioration de l'accès humanitaire et du soutien

L'accès humanitaire s'est donc élargi grâce à une meilleure stabilité et sécurité dans certaines zones touchées par des conflits. Les données issues du travail de terrain indiquent que l'amélioration de la sécurité a permis aux services de santé, à la reconstruction des infrastructures et à la distribution de l'aide humanitaire de se dérouler avec moins de perturbations. Les structures d'alerte précoce, les comités de gestion des catastrophes et les mécanismes d'anticipation témoignent également d'une évolution institutionnelle en matière de gouvernance des risques. Cependant, l'adaptation reste insuffisamment intégrée dans la conception des initiatives de consolidation de la paix, apparaissant souvent comme un élément complémentaire plutôt que comme un outil de stabilisation fondamental. Cela limite la capacité préventive de la stratégie, car les aléas climatiques continuent de provoquer la perte des moyens de subsistance, des poussées migratoires et des tensions sociales au sein des communautés.

Les recherches sur le terrain ont révélé que, dans plusieurs des communautés avec lesquelles l'équipe nigériane a collaboré, les autorités locales présentaient des capacités insuffisantes en matière de planification, de reporting et de coordination des activités liées au climat, à la paix et à la sécurité, notamment en raison de l'absence de points focaux dédiés à l'intégration du climat, de la paix et de la sécurité dans les piliers plus larges de la résilience sociale et de la résilience socio-économique (SR-

SRR). Dans plusieurs cas, les personnes interrogées ont indiqué que la programmation conjointe entre les acteurs humanitaires, du développement, du climat et de la consolidation de la paix était insuffisante, manquant souvent d'indicateurs communs permettant de suivre à la fois la capacité d'adaptation et l'exposition aux conflits. Par exemple, la programmation en matière de climat, de paix et de sécurité à Yobe ne donne pas la priorité à la gouvernance des ressources négociée localement (voies d'accès, points d'eau et utilisation des terres), aux programmes de moyens de subsistance résilients au changement climatique liés à l'accès aux marchés, au renforcement de l'alerte précoce et des mesures anticipatives, ni à la remise en état des services qui profite à la fois aux communautés d'accueil et aux populations de rapatriés ou de personnes déplacées.

L'aide humanitaire et sa mise en œuvre se sont révélées efficaces pour stabiliser les conditions de vie immédiates dans un contexte de déplacement, mais moins efficaces pour accompagner les ménages vers le redressement, la résilience et l'autosuffisance, prolongeant ainsi un cercle vicieux de dépendance à l'aide.⁴⁴ Les initiatives visant à soutenir le renforcement des moyens de subsistance ont été modérément efficaces, mais leur portée reste insuffisante. L'accès à la terre, à l'irrigation et au capital reste déterminant pour la consolidation de la paix.

Les femmes assument une responsabilité disproportionnée, consacrant davantage de temps à la recherche d'eau, de nourriture et de combustible dans des conditions de plus en plus difficiles, telles que la surfréquentation des points d'eau, ce qui fait peser un fardeau disproportionné sur elles et affecte en retour tout la stabilité des ménages. La reconstruction d'hôpitaux, d'écoles, de forages et de routes favorise la coexistence entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil, témoignant d'une dynamique de relance. Cependant, des tensions et des conflits persistent là où la demande dépasse l'offre en biens de première nécessité tels que l'eau, l'aide alimentaire et le bois de chauffage, principalement dans les camps de déplacés et les communautés accueillant ces camps. Des études locales ont relevé une augmentation de l'utilisation des énergies propres dans les projets liés au FSR, notamment l'éclairage solaire, les systèmes d'approvisionnement en eau potable à énergie solaire, l'installation de panneaux solaires dans les hôpitaux et les postes de sécurité.

De plus, d'une région à l'autre, l'aide n'a pas toujours été fournie de manière uniforme. Dans certains cas, lorsque l'aide était présente, certaines communautés semblaient être privilégiées par rapport à d'autres, comme les groupes de personnes déplacées, tandis que dans d'autres cas, elle était perçue comme ne répondant pas aux principaux facteurs du conflit, à savoir l'accès à la terre, ce qui était considéré comme un échec du système de gouvernance. En outre, les personnes interrogées ont signalé que la coordination entre les acteurs humanitaires, les autorités locales et les communautés était insuffisante. Souvent, les communautés étaient considérées uniquement comme des bénéficiaires de l'aide, et non comme des collaborateurs ou des partenaires dans sa mise en œuvre.

⁴⁴Souvent, les programmes verticaux et les chaînes d'approvisionnement et de données parallèles fragmentent la gouvernance et affaiblissent les capacités de l'État.

Moyens de subsistance et relance économique

Les recherches sur le terrain soulignent le rôle central des moyens de subsistance et de la viabilité économique dans les résultats en matière de sécurité climatique. Les entretiens identifient la perturbation des moyens de subsistance comme le principal facteur reliant le changement climatique aux risques pour la paix et la sécurité. Les précipitations irrégulières, la désertification, la sécheresse et les inondations nuisent à l'agriculture, à l'élevage, à la pêche et au petit commerce, réduisant ainsi la sécurité alimentaire et les revenus des ménages. Les personnes interrogées associent systématiquement ces pressions à une montée des tensions, des conflits, des vols et de la criminalité. Ainsi, l'identification de la perturbation des moyens de subsistance comme principal lien de causalité entre le stress climatique et l'insécurité est solide sur le plan analytique et pertinente sur le plan opérationnel. Les pressions environnementales liées au climat ne se traduisent pas automatiquement par de la violence, mais elles augmentent considérablement le risque de tensions, en particulier entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil. Dans l'État d'Adamawa, les personnes déplacées ont reconnu entretenir des relations cordiales avec les communautés d'accueil. Cependant, une analyse plus approfondie révèle que les personnes déplacées ont été victimes d'exploitation en tant que main-d'œuvre bon marché, tout en étant stigmatisées sous l'appellation de « *yan gudun hijira* » (ceux qui fuient). Dans la communauté de Malkohi, dans l'État d'Adamawa au Nigeria, la politique et les alignements politiques ont envenimé les relations entre les personnes déplacées et leur communauté d'accueil. Alors que les personnes déplacées ont massivement voté pour le candidat du Congrès de tous les Progressistes lors de l'élection du gouverneur de 2023, la communauté d'accueil quant à elle a massivement voté pour le gouverneur sortant, candidat du Parti Démocratique Populaire. En réaction, les membres de la communauté d'accueil ont récupéré les terres agricoles données ou louées aux personnes déplacées.

Les pressions liées aux moyens de subsistance accentuent la vulnérabilité des jeunes face à la criminalité ou au recrutement dans des groupes armés. Dans une communauté par exemple, un répondant a noté que la plupart des jeunes dépendent de l'agriculture, mais que la faiblesse des précipitations a entraîné des rendements historiquement bas. Dans de nombreuses communautés de la région touchée, la fermeture des voies frontalières en raison de l'insécurité a perturbé le commerce, contraignant les jeunes à se tourner vers l'agriculture, mais poussant également bon nombre d'entre eux à rechercher d'autres sources de revenus, ce qui les rend vulnérables à l'exploitation. Dans certains cas recensés, les personnes interrogées ont évoqué les difficultés liées au fait d'être contraintes de se déplacer vers les grandes villes ou les zones urbaines pour trouver d'autres sources de revenus. La diminution ou la perturbation des moyens de subsistance entraîne l'oisiveté et la frustration, en particulier chez les jeunes, ce qui accroît leur vulnérabilité face à la tentation de se livrer à des activités criminelles ou d'être recrutés par des groupes criminels violents et extrémistes. Des stratégies de subsistance autrefois considérées comme marginales, telles que l'agriculture de saison sèche ou le micro-commerce, sont désormais jugées essentielles pour renforcer la résilience et réduire les tensions liées à la pénurie. Dans l'État d'Adamawa, au Nigeria, les faibles rendements agricoles au moment des

récoltes et la chute des prix des produits agricoles découragent les jeunes de se lancer dans l'agriculture, et beaucoup se sont tournés vers le transport commercial à moto ou en tricycle pour s'adapter aux changements climatiques. On observe une augmentation de la consommation de drogues chez les jeunes en milieu urbain, ce qui les expose également à des activités criminelles connexes. Les gouverneurs du nord du Nigeria ont interdit l'abattage d'arbres pour la production de charbon de bois, mais comme il n'existe aucune source d'énergie alternative pour la cuisine, cette politique est difficile à mettre en œuvre. Cela signifie toutefois que ceux qui se livrent à la production et au commerce de charbon de bois pour subvenir à leurs besoins se livrent désormais à une activité illégale, ce qui accroît leur vulnérabilité face aux groupes criminels et armés.

Les ménages qui ne disposent pas d'un accès sûr à la terre, à l'eau, aux marchés et à des revenus sont exposés à un risque constant de perte de leurs moyens de subsistance, ce qui accroît à terme le risque de conflits liés à la terre, à l'eau et à la nourriture, ainsi que le risque de recrutement de jeunes dans des groupes armés. Les personnes interrogées ont indiqué que certaines initiatives en faveur de la protection des moyens de subsistance s'inscrivant dans la SR-SRR, notamment les programmes « argent en échange de travail », la formation professionnelle et technique, la distribution de semences, les petites subventions, l'agriculture de saison sèche et le soutien aux micro-entreprises, sont largement perçues comme des vecteurs de stabilité. Par exemple, en 2023, PROLAC Tchad a apporté son soutien à la Société de Développement du Lac (SODELAC) dans le cadre des efforts visant à renforcer la relance et la résilience agricoles dans la région du lac Tchad. Cette collaboration a donné des résultats significatifs en matière de réhabilitation de polders et de petits systèmes d'irrigation couvrant environ 2 400 hectares, zones relevant du mandat de gestion de la SODELAC. La production de poivrons, d'oignons, de tomates et d'autres légumes, ainsi que l'amélioration de l'accès aux marchés au Cameroun, au Tchad et au Nigeria, ont été appuyées. Grâce au soutien du PROLAC, la SODELAC a reçu une aide financière ciblée et des équipements techniques essentiels, notamment des motos. Ces ressources ont considérablement amélioré la mobilité et la capacité opérationnelle des agents de vulgarisation de la SODELAC, leur permettant de fournir régulièrement des services de conseil, des orientations techniques et un soutien sur le terrain aux agriculteurs sur l'ensemble des sites réhabilités. Par ailleurs, ce partenariat a permis la réhabilitation d'infrastructures clés qui relevaient auparavant de la responsabilité de la SODELAC, mais qui ont été transférées à des institutions locales. Il s'agit notamment du centre de conservation du bétail de Kouri et du Centre d'appui technique de Bol, qui jouent tous deux un rôle stratégique dans la préservation du cheptel, l'assistance technique et le développement agricole dans la région du lac Tchad. Dans l'ensemble, la relance de ce partenariat a renforcé les capacités institutionnelles, redynamisé les infrastructures productives et amélioré la productivité agricole ainsi que la résilience des communautés dans la région. Le PROLAC Niger a également parrainé diverses activités liées à la réhabilitation des polders, notamment des recherches environnementales à l'université de Diffa.

De plus, lors de l'atelier de clôture du programme PROLAC, qui s'est tenu en décembre 2025 à N'Djamena, il a été révélé que plus de 3 700 hectares de dunes avaient été stabilisés au Niger, tandis

que des milliers d'hectares de terres avaient été mis en valeur et préparés pour de nombreux ménages. Le projet a fourni de l'énergie solaire, des installations d'irrigation et du matériel de semences pour soutenir l'agriculture. Un soutien similaire a également été apporté au développement de l'élevage et de la pêche. Environ 150 000 jeunes ont bénéficié d'un revenu grâce aux programmes à forte intensité de main-d'œuvre mis en place dans les quatre pays.

L'intérêt de ces initiatives ne réside pas seulement dans la création de revenus, mais aussi dans la restauration de la dignité et de la résilience, ainsi que dans le renforcement de la cohésion sociale. Cependant, ces activités ont souvent été de courte durée, d'envergure limitée et insuffisamment adaptées au changement climatique. De surcroît, elles sont extrêmement vulnérables à une recrudescence de l'insécurité. En conséquence, elles n'ont pas permis de mettre en place des solutions durables pour les moyens de subsistance fragiles face au changement climatique. Les communautés les plus stables et les plus résilientes se caractérisent par des ménages qui disposent d'activités génératrices de revenus diversifiées et qui sont insérés dans des réseaux d'entraide. La restauration et la diversification des moyens de subsistance restent des défis essentiels pour transformer les acquis en matière de stabilisation en une paix durable.

Mécanismes d'adaptation et d'adaptation

Les entretiens menés sur le terrain mettent en évidence la chute de la productivité économique (agricole) et les difficultés liées aux moyens de subsistance comme principaux facteurs associant le changement climatique à l'insécurité. Ainsi, là où un soutien aux moyens de subsistance est mis en place, où des initiatives d'adaptation sont efficacement mises en œuvre, les communautés sont mieux à même d'absorber les pressions ou les chocs climatiques, réduisant ainsi le risque de conflit et d'instabilité. À Borno, au Nigeria, les initiatives de soutien à l'adaptation liées à la SR-SRR ont été décrites comme sporadiques et souffrant d'un manque de ressources. Les communautés s'appuyaient fortement sur des mécanismes d'adaptation informels, le travail collectif, le partage de nourriture et des réponses auto-organisées aux inondations plutôt que sur un soutien institutionnel structuré. Ces pratiques démontrent la résilience des communautés mais soulignent également l'absence de services et de soutien institutionnels, ce qui suggère que les mécanismes d'adaptation se substituent actuellement à une adaptation systématique. À Hadjer Lamis et Lac, au Tchad, les stratégies d'adaptation initiées par les communautés ont conduit celles-ci à adopter des approches et des activités telles que le maraîchage, gérées notamment par des groupes de femmes impliquant les épouses et les enfants des communautés pastorales, afin de promouvoir le dialogue et de réduire les conflits entre agriculteurs et éleveurs. Ces groupes ont produit des cultures hors saison et du moringa, ainsi que des cultures alternatives telles que le riz et la canne à sucre à la place du maïs et du sorgho, et ils ont mis en place des banques de céréales au moment de la récolte. Si ces activités visaient initialement à faire face aux périodes de vaches maigres, elles sont désormais également pratiquées par les citadins. Dans l'Extrême-Nord du Cameroun et à Maiduguri au Nigeria, les nouvelles chaînes de valeur telles que celles de la pastèque, de l'oignon et de la pomme de terre constituent des activités très rentables nécessitant

relativement peu de terres agricoles, ce qui contribue à réduire la demande des jeunes en terres arables étendues.

S'il est clair que les communautés s'adaptent, il est dès lors nécessaire que les autorités locales s'engagent davantage auprès des communautés et les consultent encore plus lors de la phase de conception des programmes liés à la SR-SRR. Elles devraient également apporter un soutien accru aux accords négociés par les communautés concernant les voies de transhumance, les limites des terres agricoles et l'utilisation des points d'eau. Bien que la SR-SRR souligne la nécessité de soutenir les communautés par le biais de la résilience et de l'adaptation, certaines initiatives locales qui soutiennent les institutions judiciaires formelles et renforcent le rôle des acteurs de la sécurité risquent de compromettre les possibilités de renforcer l'expansion et la professionnalisation des structures de médiation communautaire (y compris la représentation des femmes et des jeunes). Bien qu'il soit avéré que certains programmes se sont efforcés de garantir l'inclusion et la prise en charge des femmes, des jeunes et des personnes handicapées, les communautés n'ont pas été consultées lors de la conception des programmes, mais n'ont été incluses et associées en tant que participantes qu'au moment de leur mise en œuvre. Par conséquent, des occasions d'institutionnaliser des forums multipartites réguliers dans les zones sensibles afin de prévenir les conflits saisonniers ont été manquées, d'autant plus que bon nombre de ces zones sont exposées aux effets du changement climatique.

Les initiatives d'adaptation mises en œuvre dans le cadre de la SR-SRR, telles que l'agroforesterie, l'irrigation à énergie solaire, les infrastructures hydrauliques et l'agriculture intelligente face au climat, démontrent le potentiel de cette stratégie pour atténuer les risques liés au climat qui pèsent sur la paix et la sécurité et qui pourraient déclencher ou exacerber les conflits et l'insécurité. Les personnes interrogées ont mis en avant l'adaptation fondée sur les écosystèmes, notamment la plantation d'arbres, la transformation des déchets agricoles en briquettes et les campagnes de responsabilisation environnementale des communautés. Les initiatives menées par le gouvernement, telles que les campagnes de plantation d'arbres, l'agriculture de saison sèche, l'irrigation à énergie solaire, la fabrication de fourneaux améliorés, la production de compost, la promotion de la culture fourragère, les semences résistantes à la sécheresse et l'agriculture intelligente face au climat, sont considérées non seulement comme des mesures de résilience, mais aussi comme des mécanismes visant à réduire l'exposition aux groupes armés et à diminuer les incitations au conflit. Pourtant, ces efforts restent limités par un financement insuffisant, des contraintes en main-d'œuvre et une coordination technique déficiente. Le soutien limité aux moyens de subsistance signifie que la pression sur les ressources naturelles se poursuit sans relâche, augmentant le risque de tensions et de conflits et imposant une charge supplémentaire aux mécanismes fragiles de médiation. En conséquence, la compétition pour les ressources continue de s'intensifier dans les zones confrontées à une pénurie de fourrage, à la diminution des voies de pâturage et au rétrécissement des terres arables. Dans les contextes de déplacement, des tensions et des conflits ont fréquemment éclaté au sujet des points d'eau, de la distribution de l'aide et du bois de chauffage.

Si l'étude de terrain a également montré que les communautés s'efforcent de s'adapter grâce à des approches résilientes, elle a également révélé, d'après plusieurs personnes interrogées, que les progrès technologiques, tels que les smartphones et les services financiers mobiles, ont ouvert de nouvelles perspectives d'emploi, tandis que des activités comme la conduite de tricycles commerciaux ont fourni du travail et des moyens de subsistance à de nombreuses personnes. De tels choix économiques ont permis à certains jeunes et à certaines femmes de s'adapter, de s'ajuster et de se créer de nouvelles perspectives économiques pour subvenir à leurs besoins. Cependant, dans plusieurs de ces communautés, les personnes interrogées ont indiqué qu'elles ressentaient l'impact croissant du changement climatique, ce qui signifiait également qu'elles seraient contraintes de délocaliser leurs activités vers les capitales, ce qui, à long terme, pourrait exercer une pression accrue sur les communautés et les communautés de migrants dans les zones urbaines.

Les recherches sur le terrain soulignent que, malgré des tensions et des différends fréquents, les conflits violents sont en grande partie évités grâce à la médiation locale et aux pratiques autochtones de règlement alternatif des différends. Les chefs traditionnels et les anciens interviennent dès les premiers stades des différends, négocient l'accès aux terres et gèrent les tensions entre agriculteurs, éleveurs et personnes déplacées. Les structures locales de chefferie, qui s'inscrivent dans les mécanismes de gouvernance traditionnels, sont considérées comme efficaces car elles jouissent de la confiance de la population et sont culturellement légitimes. La diversification des moyens de subsistance, telle que le partage des terres agricoles, l'artisanat à petite échelle, la collecte de bois de chauffage et le petit commerce, a aidé les ménages à faire face au stress climatique et a réduit le risque de conflits liés à la rareté des ressources. De plus, les communautés ont adopté des mécanismes d'adaptation tels que les contributions communautaires pour soutenir les personnes âgées et vulnérables, notamment par le biais d'une aide alimentaire. Des mécanismes d'adaptation informels, tels que le partage de nourriture, le travail collectif et les initiatives d'entraide, émergent avant que l'aide institutionnelle provenant d'organisations humanitaires, d'agences de développement ou du gouvernement ne soit disponible. Les stratégies d'adaptation des femmes, telles que le partage de la nourriture, les arrangements informels de garde d'enfants et l'entraide, contribuent à prévenir la désagrégation sociale malgré le stress environnemental. Si ces pratiques témoignent de la résilience, elles révèlent également l'absence d'institutions et conduisent à ce que les mécanismes locaux d'adaptation se substituent à l'adaptation là où un soutien structuré fait défaut.

Cohésion sociale et résilience communautaire

La SR-SRR exerce également une influence notable en soutenant les plateformes de réconciliation communautaire, l'implication des autorités traditionnelles et la participation de la société civile. Le Forum des gouverneurs, les dialogues multipartites du Forum annuel sur le développement du lac Tchad et les initiatives de réconciliation communautaire favorisent des échanges qui permettent d'atténuer ou de gérer les conflits locaux et la compétition pour des ressources rares telles que l'eau, l'accès à la terre et la distribution de l'aide. Dans l'État d'Adamawa au Nigeria, le gouvernement a créé une agence pour

la paix afin d'aider à résoudre les conflits et à promouvoir la paix dans l'État. Cependant, les observations sur le terrain suggèrent que les mécanismes formels liés à la SR-SRR ne parviennent souvent pas à doter de ressources suffisantes ou à intégrer les institutions locales de paix, en particulier les chefs religieux et traditionnels, dont la capacité de médiation est essentielle pour gérer les tensions liées au climat au niveau communautaire et local. Il est néanmoins important de comprendre que les dispositifs institutionnels liés à la SR-SRR ne visent pas à résoudre les conflits, mais plutôt à faciliter le fonctionnement efficace des mécanismes de résolution des conflits grâce à des réseaux et à une communication transfrontaliers.

Les chefs traditionnels, religieux et communautaires apparaissent systématiquement dans les entretiens comme les principaux acteurs contribuant à la stabilisation. Ils jouent le rôle de médiateurs dans les conflits entre agriculteurs et éleveurs, gèrent les relations entre les personnes déplacées et les communautés d'accueil, et règlent les conflits liés à la distribution de l'aide, aux ressources naturelles, à l'eau et au bois de chauffage. Ils interviennent dès les premiers signes de conflit, s'appuyant sur les normes coutumières pour arbitrer et résoudre les désaccords. Leurs interventions sont jugées efficaces car elles inspirent confiance, interviennent au bon moment et s'appuient sur une légitimité locale. Ainsi, leurs efforts contribuent de manière significative à la prévention des conflits et à la résilience face au changement climatique. Dans l'État d'Adamawa, par exemple, le Corps nigérian de sécurité et de défense civile (NSCDC) a collaboré avec les autorités traditionnelles pour atténuer plusieurs cas de conflits entre agriculteurs et éleveurs dans l'État en utilisant des mécanismes alternatifs de résolution des conflits. Dans certaines communautés, le système *Kabona*, un mécanisme traditionnel antérieur aux tribunaux formels, est utilisé et pourrait être mis à profit pour mettre en œuvre et soutenir l'efficacité de la SR-SRR par le biais de dialogues locaux, tels que les dialogues pré-semis et post-récolte.

Dans l'Extrême-Nord du Cameroun, les autorités traditionnelles attribuent des zones où les éleveurs peuvent se déplacer pendant la saison des pluies, généralement dans des endroits où le bétail et les exploitations agricoles ne se côtoient pas. Les propriétaires s'acquittent d'une taxe par troupeau ou par animal. Les autorités traditionnelles revendiquent souvent leur implication dans la planification, la mise en œuvre et l'évaluation des projets au sein de leurs communautés. Cela leur permet de s'approprier ces projets, de favoriser la participation communautaire et de répondre aux préoccupations locales.

D'ailleurs, un forum destiné aux autorités traditionnelles s'est tenu juste avant le Forum des gouverneurs de 2025 à Maiduguri. Les mécanismes de résolution des conflits figuraient parmi les thèmes abordés. Pourtant, les chefs traditionnels et religieux ne bénéficient que de peu de reconnaissance ou de soutien officiels, bien qu'ils assument une responsabilité importante en matière de consolidation de la paix. La paix est en grande partie maintenue par les autorités traditionnelles par le biais d'institutions informelles, et une grande partie de la cohésion sociale qui atténue les conflits liés au climat est assurée par les institutions traditionnelles et communautaires, malgré un soutien gouvernemental limité ou l'absence de programmes systématiques adossés à la SR-SRR. Cela souligne la nécessité de renforcer l'intégration des leaders traditionnels et communautaires dans les

programmes de stabilisation et de résilience climatique, et de coupler les efforts de médiation avec un appui aux moyens de subsistance et à l'environnement afin de réduire les facteurs sous-jacents de tension. Le projet « Promouvoir les initiatives de consolidation de la paix menées par les OSC dans la sous-région du lac Tchad », soutenu par le Fonds des Nations unies pour la consolidation de la paix depuis 2023, est un exemple d'initiative liée à la SR-SRR dans ce domaine.

Production de connaissances et apprentissage

Si la diffusion des alertes précoces et la sensibilisation aux risques s'améliorent, les processus d'apprentissage systématiques entre la science climatique et la planification de la stabilisation restent insuffisamment développés. Le stress lié à la santé, les vagues de chaleur extrême, l'inactivité et les tensions psychosociales sont rarement considérés comme des variables de sécurité, malgré leurs effets observables sur la cohésion sociale et le maintien de l'ordre. Dans ce contexte, les programmes d'acquisition de compétences et d'autonomisation ont contribué à réduire l'inactivité et la vulnérabilité des jeunes face à la criminalité, mais leur exclusion de la conception des projets et leur absorption limitée sur le marché du travail limitent leurs effets à long terme. Dans le cadre du projet PROLAC/MCRP, une plateforme de gestion des connaissances a été créée au sein du Système d'information sur le lac Tchad (LIS) géré par la CBLT.⁴⁵ Elle héberge des milliers de références et de documents sur des thèmes tels que l'environnement, le changement climatique, les ressources naturelles, la gouvernance et l'inclusion, la jeunesse et l'autonomisation des femmes, qui peuvent être téléchargés par les universités de la région du lac Tchad, et sert de « guichet unique » pour les ressources documentaires sur le bassin du lac Tchad. Le projet a également financé des initiatives de recherche et des conférences liées à ces thèmes. Par exemple, des laboratoires de recherche sont en cours de construction à l'annexe de l'université de Maroua à Kousséri, au Cameroun.

Les plateformes de dialogue, les clubs de paix et les formations à la médiation ont contribué à désamorcer les conflits, en particulier les conflits entre agriculteurs et éleveurs dans certaines communautés. Mais les tensions sont plus vives là où l'agriculture et le pâturage se chevauchent, notamment pendant les saisons sèches, lorsque l'eau et les pâturages se font rares. Dans la communauté de Gulani, dans l'État d'Adamawa au Nigeria, plus de 30 décès ont été attribués à des affrontements entre agriculteurs et éleveurs en l'espace de trois mois. Dans une communauté, une initiative exemplaire a vu le jour : un sous-groupe d'agriculteurs a délimité collectivement des chemins à travers leurs terres agricoles pour permettre aux éleveurs de passer et d'accéder aux points d'eau pour leur bétail. Cet arrangement a considérablement réduit les frictions et le risque d'affrontements entre agriculteurs et éleveurs. Néanmoins, dans les zones où les moyens de subsistance sont limités ou inexistant, la pression sur les ressources naturelles se poursuit sans relâche, alourdissant la charge qui pèse sur les mécanismes de médiation. Dans de telles situations, les institutions informelles telles que les autorités traditionnelles et religieuses sont souvent plus efficaces que les mécanismes formels, ce

⁴⁵ Système d'Information du Lac Tchad. 2026. Disponible à : <https://cblt.org/fr/lake-chad-information-system-fr/>

qui met en évidence la nécessité d'un ancrage communautaire plus profond. Dans l'ensemble, ces résultats suggèrent que la SR-SRR fonctionne efficacement en tant que cadre favorisant la sécurité, mais seulement partiellement en tant qu'instrument de sécurité climatique.

Principales conclusions

Notre principale conclusion est que la mise en œuvre de la stratégie a contribué à réduire les conflits violents et a favorisé les voies vers le redressement, mais que les facteurs de stress climatiques continuent de compromettre la pérennité des progrès enregistrés jusqu'à présent. Nous avons identifié trois lacunes dans la mise en œuvre.

La première est un déséquilibre entre sécurité et adaptation ; les efforts de stabilisation ont pris le pas sur la réduction des risques liés au climat et à la sécurité. On a observé une réduction progressive de la violence liée aux groupes armés et une réinstallation partielle, mais les facteurs sous-jacents des conflits liés au changement climatique, notamment la rareté des ressources et la détérioration des moyens de subsistance, restent largement ignorés et contribuent à des conflits intercommunautaires, tels que les affrontements entre agriculteurs et éleveurs.

La deuxième lacune est un décalage entre la conception et la mise en œuvre locale. Si la SR-SRR a une influence au niveau des politiques macroéconomiques, son impact aux niveaux communautaire et local est inégal, limité et non durable. La plupart des conflits liés au changement climatique sont évités et gérés par des mécanismes communautaires et traditionnels, sans soutien institutionnel des autorités locales ou nationales ni d'autres initiatives de mise en œuvre articulées à la SR-SRR.

Enfin, il existe un décalage entre les ambitions et les capacités. La SR-SRR reconnaît les risques climatiques au niveau politique, mais sa mise en œuvre est insuffisante et fragmentée en raison de la dépendance vis-à-vis des donateurs et des capacités limitées de mise en œuvre aux niveaux infranationaux (gouvernements des États et collectivités locales). De plus, les contraintes de capacités aux niveaux infranationaux suscitent des inquiétudes quant à la pérennité des acquis en matière de stabilisation. Sans une appropriation institutionnelle et des capacités techniques renforcées, les progrès risquent de rester tributaires des financements extérieurs. La SR-SRR a eu une influence tangible sur certains résultats au niveau local dans un certain nombre de pôles et de priorités.

Les données du tableau 3 montrent l'influence de la mise en œuvre de la SR-SRR sur les risques liés au climat en matière de paix et de sécurité, mettant en évidence certains des facteurs notables qui expliquent son niveau d'influence.

Table 3 : Principaux résultats des entretiens approfondis sur les piliers de la SR-SRR.

Pilier de la SR-SRR	Principaux résultats des entretiens	Interprétation analytique intégrée	Recommandations pour la révision de la SR-SRR
Sécurité et Stabilisation	L'insécurité empêche l'agriculture, la pêche et le commerce, même lorsque les conditions climatiques s'améliorent	La sécurité atténue la vulnérabilité climatique ; le contrôle territorial à lui seul ne suffit pas	Inclure l'accès sécurisé aux pâturages et à l'eau parmi les indicateurs de stabilisation
Moyens de subsistance et relance économique	La perte des moyens de subsistance constitue le principal déterminant de la sécurité face au changement climatique	La résilience des moyens de subsistance amortit le stress climatique, mais elle est insuffisante et de courte durée	Faire de la résilience des moyens de subsistance une priorité afin de prévenir l'insécurité et l'instabilité
Cohésion sociale et stabilisation communautaire	Les tensions entre agriculteurs et éleveurs, entre populations déplacées et communautés d'accueil, ainsi que d'autres tensions sociales, tournent principalement autour de l'accès à la terre et à l'eau pour le pâturage et la production agricole	Les effets du changement climatique sur les moyens de subsistance engendrent des tensions et des conflits liés à la raréfaction des ressources ; la médiation permet d'éviter leur escalade	Intégrer l'adaptation au changement climatique et soutenir la gestion communautaire et traditionnelle des conflits
Résilience et adaptation au changement climatique	Les initiatives d'adaptation au changement climatique sont timides et sporadiques	Le changement climatique est reconnu mais pas pris en compte dans les actions ; l'adaptation de survie remplace l'adaptation planifiée	Intégrer l'adaptation au changement climatique en tant qu'élément central de la prévention des conflits et facteur de stabilisation, de résilience et de redressement
Thématique transversale : L'implantation locale	Les projets de la SR-SRR sont perçus comme fragmentés	Une stratégie influente au niveau régional, mais disparate au niveau local	Renforcer les dispositifs de proximité, de communication et d'appropriation

Source : Rédigé à partir de notes de terrain.

En conséquence, trois conclusions générales se dégagent du travail de terrain :

- Premièrement, la SR-SRR a contribué à réduire la violence des groupes armés, mais n'a pas suffisamment pris en compte les facteurs de stress environnementaux qui sont à l'origine des tensions et des conflits intercommunautaires récurrents.
- Deuxièmement, l'adaptation au changement climatique reste insuffisamment institutionnalisée au sein de la SR-SRR et dans les programmes connexes, ce qui compromet la pérennité des acquis en matière de stabilisation. L'adaptation au changement climatique, la résilience sanitaire, les opérations de sécurité et la relance des moyens de subsistance fonctionnent en parallèle plutôt que comme des composantes se renforçant mutuellement d'une stratégie unifiée en matière de climat, de paix et de sécurité.
- Enfin, des résultats durables en matière de climat, de paix et de sécurité dépendent de l'intégration des systèmes de subsistance, de la gouvernance de l'eau et des autres ressources naturelles, ainsi que d'institutions locales inclusives de gestion des conflits au sein de la stratégie de stabilisation régionale. Les programmes de soutien aux moyens de subsistance associés à la SR-SRR, tels que la formation agricole, le soutien à l'irrigation, l'entrepreneuriat des jeunes, la prévention des conflits et les programmes « argent en échange de travail », sont largement considérés comme bénéfiques, mais insuffisants au regard de l'ampleur de la vulnérabilité climatique. La désertification, la variabilité des précipitations et la multiplication des inondations continuent de perturber les cycles agricoles à un rythme plus rapide que ne peuvent l'atténuer les initiatives d'adaptation. En effet, la mise en œuvre de la SR-SRR montre des progrès appréciables, mais manque de la profondeur systémique nécessaire pour transformer les trajectoires d'insécurité climatique.

5. Recommandations

L'analyse intégrée issue des recherches sur le terrain démontre que les risques liés au climat pour la paix et la sécurité dans la région du lac Tchad ne découlent pas uniquement du changement climatique, mais de la manière dont les pressions environnementales interagissent avec l'insécurité, les moyens de subsistance et la gouvernance. Si la stratégie SR-SRR offre un cadre stratégique solide, son influence s'est avérée plus stabilisatrice que transformatrice, en raison de sa portée limitée, de sa faible implantation locale et de l'absence de priorité accordée à la résilience climatique.

Si les progrès en matière de stabilisation et de reconstruction ont amélioré la sécurité et l'accès humanitaire, les pressions sur les moyens de subsistance liées au climat, la faible implication locale et les capacités institutionnelles limitées continuent de compromettre la durabilité et les résultats en matière de paix durable. Les interventions restent fragmentées, à court terme, limitées en termes de financement et insuffisamment ancrées dans les systèmes de gouvernance locale. Ainsi, les recommandations proposées suggèrent de tirer parti de la SR-SRR pour restaurer davantage les capacités productives, renforcer l'appropriation locale, intégrer l'adaptation au changement climatique à la consolidation de la paix, et renforcer l'engagement et la participation des communautés.

Dans leur ensemble, ces mesures visent à transformer les acquis en matière de stabilisation en une résilience durable et en une sécurité à long terme. Toutefois, le renforcement de la SR-SRR nécessite d'aligner plus étroitement ses piliers – sécurité, moyens de subsistance, cohésion sociale et résilience – sur les réalités vécues mises en évidence lors des entretiens, afin de faire passer la résilience sensible au climat et favorable à la paix du stade d'interventions fragmentées à celui de pratiques de gouvernance intégrées et ancrées localement. Par conséquent, en s'appuyant sur les enseignements tirés du travail de terrain, les recommandations concrètes suivantes sont proposées pour orienter la prochaine phase de programmation et de gouvernance liées à la SR-SRR.

1. Donner la priorité à la résilience des moyens de subsistance et à la restauration des capacités productives adaptatives

La planification de la mise en œuvre des initiatives liées à la résilience sociale et à la résilience des communautés (SR-SRR) devrait explicitement privilégier la résilience des moyens de subsistance par la restauration des capacités productives adaptatives telles que l'agriculture, la pêche, l'élevage et le commerce, en particulier au sein des communautés touchées par les déplacements. Les gouvernements et leurs partenaires devraient intégrer la facilitation de l'accès à la terre, la revitalisation des sols et de l'eau, ainsi que des intrants permettant des moyens de subsistance résilients au changement climatique

dans la programmation de la SR-SRR, afin d'éviter une dépendance prolongée et de réduire la compétition pour des ressources limitées.

L'aide aux moyens de subsistance devrait passer d'interventions à court terme, basées sur des subventions, à des investissements pluriannuels en faveur de la résilience, visant notamment à soutenir les infrastructures d'irrigation, l'agriculture intelligente, la chaîne de valeur, l'accès aux marchés et les services de vulgarisation continue. Les cycles de projet courts apportent un soulagement temporaire mais ne réduisent pas la vulnérabilité climatique structurelle. Un soutien à plus long terme est nécessaire pour traduire les gains en matière de stabilisation, de résilience et de relance en dividendes de paix durables.

Une condition préalable à de tels résultats est le maintien de la présence des forces de sécurité dans les zones où les personnes déplacées et les réfugiés reviennent s'installer. Cela leur permettra de redémarrer et d'innover dans les activités agricoles, pastorales et aquacoles sans craindre d'être perturbés par des groupes armés. Une telle approche peut favoriser un cercle vertueux où sécurité et développement se renforcent mutuellement dans ces régions. Les forces de sécurité devraient servir de point d'ancrage pour d'autres services de gouvernance, dans un premier temps via des opérations civilo-militaires, mais dès que possible en fournissant une base sûre pour la délivrance de services de police, de justice, d'administration civile, de santé, d'éducation et autres services de gouvernance.

L'efficacité de la SR-SRR ne devrait pas être évaluée uniquement sur la base de la réduction de la violence, mais devrait également inclure des indicateurs évaluant la résilience, la cohésion sociale et la capacité productive adaptative, y compris l'accès sûr et durable aux terres agricoles, aux voies de transhumance, aux zones de pêche et aux marchés. Sans un accès sécurisé aux actifs productifs, les ménages restent vulnérables au stress climatique et aux déplacements, même là où la violence a diminué. Se concentrer sur la violence liée aux groupes armés risque d'occulter l'insécurité causée par les tensions et les conflits communautaires liés au climat. L'intégration d'indicateurs de résilience et de reconstruction orientés sur l'accès dans le système de suivi de la SR-SRR permettrait de mieux déterminer si les progrès en matière de sécurité se traduisent par une résilience durable.

2. Institutionnaliser une collaboration renforcée avec les leaders communautaires

Les gouvernements de la région du lac Tchad devraient mettre en place des mécanismes plus solides et institutionnalisés de coordination et de collaboration avec les leaders communautaires, traditionnels et religieux. La mise en œuvre de la SR-SRR devrait intégrer officiellement les chefs traditionnels et communautaires, ainsi que les universités et les instituts de recherche, dans le suivi et la collecte de données. Les efforts de stabilisation, de reconstruction et de renforcement de la résilience doivent tenir compte du climat, de manière à relier les efforts de médiation communautaire et traditionnelle à l'appui aux moyens de subsistance et à l'environnement. Un tel engagement renforcerait leur capacité à résoudre efficacement les conflits, à rassembler et à transmettre les priorités de la communauté au

gouvernement, et aiderait à concevoir les interventions gouvernementales, y compris celles contenues dans la SR-SRR. Les chefs traditionnels et les organisations de la société civile sont déjà reconnus comme des parties prenantes clés de la SR-SRR, mais cette reconnaissance doit être opérationnalisée de manière à transformer significativement les communautés locales, qui passeront du statut de bénéficiaires à celui de partenaires co-concevant et coproduisant les initiatives qui leur sont destinées. Le renforcement de ces institutions et de leur participation à la co-conception de la mise en œuvre liée à la SR-SRR améliorera la prévention des conflits, la cohésion sociale, l'appropriation locale et les enseignements tirés, ce qui pourrait encourager la réplique dans d'autres contextes.

3. Donner la priorité aux programmes axés sur les moyens de subsistance et la résilience des jeunes

Il est recommandé que les organismes gouvernementaux concernés, en partenariat avec les donateurs, les instituts de formation professionnelle locaux et le secteur privé, mettent en œuvre des programmes ciblés d'autonomisation des jeunes axés sur des compétences professionnelles et pertinentes au niveau local, notamment dans les domaines des TIC, de la plomberie, de la soudure, de la menuiserie, de l'entretien des forages, de la mécanique automobile et de la réparation de téléphones. La formation devrait être dispensée par des centres de formation locaux agréés, avec la délivrance de certificats reconnus aux candidats retenus, et complétée par des kits de démarrage ou un financement initial échelonné afin de faciliter la transition vers le self-emploi. Les programmes axés sur les moyens de subsistance et la résilience des jeunes devraient être considérés comme des mesures de sécurité préventives prioritaires, afin de réduire la vulnérabilité au recrutement dans des activités violentes ou à des stratégies d'adaptation criminelles. Ces programmes doivent être conçus en collaboration avec des représentants et des organisations de jeunes et devraient viser à renforcer la résilience des moyens de subsistance dans le contexte du changement climatique, ainsi qu'à prévenir et à gérer les risques liés au climat, à la paix et à la sécurité.

4. Intégrer les femmes et les programmes de résilience tenant compte des questions de genre

Les efforts de stabilisation, de relance et de renforcement de la résilience doivent intégrer une approche de la résilience climatique sensible au genre dans tous les piliers relatifs aux moyens de subsistance et à la relance, en reconnaissant que les risques sécuritaires liés au climat persistent souvent lorsque les capacités d'adaptation des femmes sont négligées. Les programmes doivent garantir une participation significative des femmes aux structures décisionnelles locales, élargir l'accès à un appui aux moyens de subsistance et à des formations professionnelles tenant compte des questions de genre, et réduire les obstacles à l'accès aux ressources telles que la terre, le crédit et l'information. L'étude a montré que les coopératives dirigées par des femmes jouent un rôle déterminant dans la résilience de nombreuses communautés en apportant une aide économique, des prêts sans intérêt et un renforcement des capacités. Le soutien à ces structures coopératives devrait être considérablement renforcé, notamment

par le biais de services de paiement mobile et de plateformes de marché en ligne pour les entreprises dirigées par des femmes. L'intégration des points de vue des femmes dans les initiatives d'alerte précoce, de résolution des conflits et de diversification des moyens de subsistance renforcerait la résilience au niveau des ménages et des communautés tout en s'attaquant aux vulnérabilités sous-jacentes liées au genre.

5. Renforcer la gouvernance des ressources naturelles et la consolidation de la paix environnementale dans le cadre des programmes de stabilisation

La gestion des ressources naturelles tenant compte des conflits (consolidation de la paix environnementale) – en particulier les programmes liés à l'accès à l'eau et à sa gestion – devrait être officiellement intégrée dans la planification de la stabilisation et de la sécurité. La négligence des facteurs de stress environnementaux tels que le nombre limité de points d'eau, la rareté des voies de transhumance et la médiocrité des infrastructures sanitaires risque d'enraciner une insécurité de bas niveau et des conflits récurrents, en particulier dans les communautés où la forte croissance démographique a mis à rude épreuve les ressources naturelles disponibles. En collaboration avec les mécanismes traditionnels de résolution des conflits et les dirigeants des communautés et des groupes de subsistance, le gouvernement et les partenaires de mise en œuvre devraient renforcer leur soutien à la gestion des ressources naturelles et aux mécanismes de résolution des conflits connexes dans les communautés touchées. La compétition pour les ressources naturelles devrait être transformée, et passer d'une source de tension et de conflit à une opportunité de coopération intercommunautaire et de renforcement de la confiance, ce qui, du reste, renforcera la cohésion sociale et la résilience de la société.

6. Renforcer l'implantation locale, l'engagement communautaire et la coordination de la SR-SRR

La mise en œuvre doit privilégier l'implantation locale et l'appropriation par les communautés. Les gouvernements étatiques et locaux, en collaboration avec les partenaires de mise en œuvre, doivent traduire la stratégie en plans d'action et outils de communication co-conçus localement, établissant un lien clair entre les projets et le cadre de stabilisation, de résilience et de redressement (SR-RR). Des forums de sensibilisation communautaire, des dialogues de planification au niveau des quartiers et des mécanismes de retour d'information doivent être institutionnalisés afin que les bénéficiaires perçoivent les initiatives locales comme faisant partie d'une stratégie cohérente de stabilisation, de résilience et de redressement, et non comme des activités locales isolées et à court terme. Une participation et une appropriation renforcées amélioreront la redevabilité, la durabilité et la confiance dans les institutions publiques. Les femmes, les jeunes, les membres de la communauté et les chefs traditionnels peuvent jouer un rôle de catalyseur pour garantir que les plans d'action territoriaux et les autres initiatives de la SR-RR soient appropriés localement. Leur implication contribuerait à relever les défis contextuels et sectoriels, notamment les besoins d'adaptation au changement climatique, tout en favorisant

l'appropriation et l'engagement au niveau local. Elle permettrait également l'intégration des savoirs et des réseaux locaux, ainsi que l'utilisation de mécanismes de suivi et de retour d'information communautaires soutenant l'adaptation et l'apprentissage continu.

7. Intégrer les outils relatifs au climat, à la paix et à la sécurité pour appuyer la mise en œuvre de la SR-SRR

Les idées et les instruments issus des perspectives du climat, de la paix et de la sécurité et de la consolidation de la paix environnementale devraient être intégrés dans la conception, la coordination et la mobilisation des ressources de la SR-SRR, y compris dans les plans d'action territoriaux et le système de suivi et d'évaluation. Le Centre de prévision et d'applications climatiques (ICPAC) de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et ses initiatives de prévision et de stabilisation préventive pourraient être un exemple de modèle d'intégration en ce qui concerne les systèmes d'alerte précoce à la CBLT. Dans ce modèle, les autorités régionales et locales, ainsi que les collectivités, participent à la planification des perspectives en fonction des prévisions météorologiques saisonnières et des évaluations des perspectives connexes.

Le renforcement des dimensions de la SR-SRR relatives aux changements climatiques et à la consolidation de la paix environnementale peut également favoriser la création de nouvelles possibilités de partenariat et de mobilisation des ressources. Un tel programme peut être un catalyseur pour attirer des financements liés aux changements climatiques, y compris du Fonds vert pour le climat à la suite d'initiatives de financement similaires en Somalie et ailleurs. Une telle diversification du financement et de la programmation bénéficierait de l'adoption de plans nationaux d'adaptation (PAN) et de contributions déterminées au niveau national (CDN) plus sensibles aux conflits et favorables à la paix.

8. Investir dans l'élargissement de la portée, de l'échelle et du champ d'action de la SR-SRR

Bien que la SR-SRR reconnaisse que les efforts pour parvenir à la stabilisation, à la reprise et à la résilience nécessitent une approche globale pour créer un espace opérationnel partagé pour l'ensemble le plus large possible de parties prenantes, de dimensions, d'échelles et d'approches temporelles, l'étude a constaté que la stratégie souffrait d'un décalage entre l'ambition et la capacité. La SR-SRR n'a pas été en mesure de mobiliser un soutien en faveur de ses objectifs à une échelle qui permette de réaliser un changement social significatif. Actuellement, l'intégration des efforts entre les piliers est insuffisante et la coordination entre les territoires et les pays est insuffisante pour transformer le potentiel de la stratégie en impact. La volonté politique et la vision stratégique sont nécessaires pour rassembler les principales parties prenantes dans un effort commun qui renforce la coordination, afin de parvenir à un alignement réel des efforts vers un ensemble commun d'objectifs stratégiques.

Nos recherches ont montré que la dégradation de l'environnement liée au changement climatique est un facteur important d'instabilité dans la région du lac Tchad, et qu'elle constitue une part importante de

l'expérience vécue par les personnes interrogées pour cette étude. Placer le changement climatique au centre de l'analyse de la stratégie et donner la priorité à la résilience des moyens de subsistance et à la capacité de production adaptative dans sa théorie du changement pour la prévention des conflits, la stabilisation, la résilience et la reprise, pourrait aider à redynamiser la SR-SRR. Cette approche pourrait également renforcer sa pertinence pour les populations de la région et les principales parties prenantes impliquées dans sa mise en œuvre.

6. Conclusion

Dans cette étude, notre objectif a été de générer des connaissances fondées sur des données probantes sur les stratégies les plus efficaces pour prévenir et gérer les conflits et l'instabilité liés au climat. Pour ce faire, nous nous sommes concentrés sur la région du lac Tchad et sa stratégie régionale de stabilisation, de résilience et de redressement (SR-SRR). Nous avons choisi ce cas parce que la région du lac Tchad est fortement exposée au changement climatique et aux stress environnementaux, la stratégie représentant un effort concerté sérieux, multidimensionnel et à plusieurs échelles pour améliorer la sécurité et la stabilité de la région.

Nous avons constaté que, bien que la stratégie soit exhaustive dans plusieurs domaines sociaux, son engagement à l'égard du changement climatique et de la dynamique des écosystèmes est insuffisant. Comme le démontrent les différents résultats de ce projet de recherche, y compris cette étude, les expériences quotidiennes des habitants de la région indiquent que les effets du changement climatique et de la dégradation de l'environnement sur les moyens de subsistance, ainsi que sur la sécurité alimentaire et la sécurité de l'eau, sont des facteurs importants d'instabilité. Il n'est pas possible de parvenir à la stabilité dans la région sans renforcer la résilience et la capacité des communautés à s'adapter aux changements environnementaux en cours. Toutefois, l'adaptation au changement climatique reste insuffisamment intégrée dans les programmes et les pratiques de stabilisation, de résilience et de redressement.

Il y a donc un potentiel inexploité pour que les changements climatiques et les questions environnementales servent de points d'entrée pour le renforcement de la paix, de la résilience et de la stabilité. Il s'agit là d'une occasion de tirer parti de la gestion des ressources naturelles et des avantages de la consolidation de la paix environnementale.

Nous avons constaté que la stratégie a contribué à des gains de stabilisation qui ont amélioré la sécurité et l'accès humanitaire, mais les pressions sur les moyens de subsistance liées au climat, la faible implantation locale et les capacités institutionnelles limitées continuent de saper les résultats de paix durables. Nous avons mis en évidence trois constats clés. Le premier est le déséquilibre entre la sécurité et l'adaptation. Même s'il y a eu certains gains en matière de sécurité et de stabilité, les facteurs sous-jacents des conflits liés au climat (par exemple, la rareté des ressources, l'érosion des moyens de subsistance) restent largement ignorés. La seconde est une conception déconnectée de l'implantation locale. Si la stratégie occupe une place prépondérante au niveau de la politique stratégique, son influence au niveau communautaire est inégale, limitée et non durable. La troisième est l'inadéquation ambition-capacité. Bien que l'exhaustivité de la stratégie soit louable, nous avons

constaté que sa mise en œuvre est fragmentée, à court terme, bridée par des ressources limitées et insuffisamment intégrée dans les systèmes de gouvernance locale.

Nous avons formulé huit recommandations pour renforcer l'influence de la stratégie régionale sur la prévention et la gestion de l'insécurité liée au climat. Positionner le changement climatique au cœur de l'analyse de la stratégie et placer la résilience des moyens de subsistance et la capacité de production adaptative au centre de sa théorie du changement en matière de prévention des conflits et de stabilisation pourrait contribuer à redynamiser la stratégie et à renforcer sa pertinence pour les populations de la région et les principales parties prenantes. Le renforcement des dimensions de la SR-SRR liées aux changements climatiques et à la consolidation de la paix environnementale peut susciter de nouvelles possibilités de partenariat et servir de catalyseur pour attirer des financements liés aux changements climatiques.



Institut Norvégien
des Affaires
Internationales



**UK International
Development**

Partnership | Progress | Prosperity